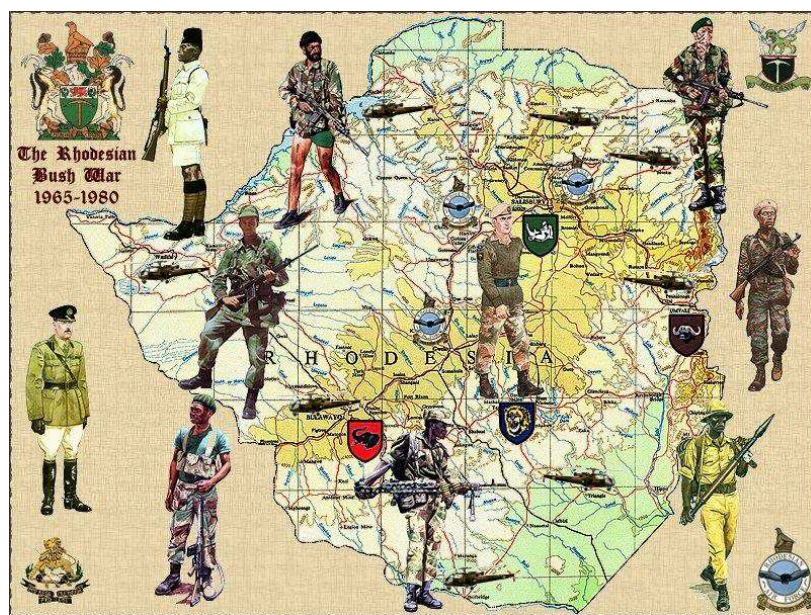


PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*
2016 -2017

La Rhodésie : un outil pour comprendre les conflits actuels



CBA Louis-Charles Desrousseaux de Medrano

Sous la direction de :
M. le LCL Olivier Entraygues
Chercheur à l'IRSEM

Résumé

La guerre du *Bush* qui a conduit à la création du Zimbabwe à partir de la Rhodésie du Sud est un évènement de l'histoire récente (1980) riche en enseignements tactiques applicables dans les conflits d'aujourd'hui. Malheureusement, son étude au niveau stratégique est souvent négligée, parce qu'il s'agit d'un petit pays, lointain, au sein d'une situation internationale qui avait d'autres priorités. Le fait que la majorité de la documentation est les autobiographies des acteurs, et le contexte de lutte ethnique souvent considéré comme sulfureux, n'ont pas favorisé les études au-delà du niveau tactique.

Pour autant, la similitude entre ce conflit et ceux qui font régulièrement les unes de la presse valent qu'on s'y attarde : ce sont effectivement les mêmes ingrédients qui s'y retrouvent, dans des proportions différentes en général, voire au travers d'une utilisation à rebours. Ainsi, l'étude de ce conflit au travers d'une grille de lecture simple – impact du blocus contre l'une ou l'autre des parties, rôle et motivation des combattants étrangers, rôle de la diaspora, opérations « noires » (clandestines et spéciales) – permet de tirer des enseignements ou au moins des éclairages pour montrer que, finalement, beaucoup de ce que l'on voit aujourd'hui en Ukraine ou en Irak n'est pas si différent de ce qui est déjà documenté.

L'étude de ce conflit aurait évité de réapprendre à grand prix les enseignements pourtant disponibles portant sur l'organisation des nébuleuses, leur relation avec leurs financiers, leurs soutiens, l'emploi de la *maskirovka* et la continuité de la politique par d'autres moyens. Karl Marx écrivait dans le Capital que celui qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre. Malgré l'insistance des armées modernes pour un retour d'expérience systématique, c'est effectivement ce que nous vivons.

Summary

The Bush war which led to the rise of Zimbabwe from Rhodesia, is a recent event (1980) full of tactical lessons learned readily applicable to current conflicts. Unfortunately, the study of this conflict at the strategic level is often neglected, because it is a small country, far away, and in the context of an international situation that had other preoccupations. The fact that most of the available documentation is adventure-type and not analysis, and that the ethnic side of the question makes it unpopular (slippery?) to study, certainly didn't help digging deeper into it than the tactical level.

For that matter, the similarities between this conflict and those that make today's headlines should have us pay attention: more often than not, the same ingredients, although not in the same proportions, are to be found. Thus, the study of these conflicts through a simple grid – international blockade, role and motivation of foreign fighters, diaspora, black operations – leads to lessons learned at best, at least to keys to understanding that what we witness in Iraq or Ukraine isn't so different from what is already documented.

The study of this conflict could have prevented learning again at great price the lessons on the way nebulous (“starfish-type”) organizations work, are financed and supported, how to use *maskirovka*, and the continuation of politics by other means. Karl Marx wrote in *The Capital* that those who don't know History are condemned to relive it. Despite all the emphasis modern armies put on the lessons learned process, we are reliving History.

La guerre en Rhodésie : un outil pour comprendre les conflits actuels.

La guerre en Rhodésie est un conflit peu connu, ou alors comme une guerre lointaine, d'idéalistes contre la marche de l'Histoire, la révolte d'un peuple opprimé, la mise à mort d'un Etat raciste ou un prélude à la guerre en Afrique du Sud. Comme toujours, la recherche de la vérité est un peu plus compliquée et moins manichéenne.

L'étude de ce conflit au niveau tactique est en soi une source d'inspiration pour les armées occidentales dans la lutte contre le terrorisme et l'emploi de moyens – humains et matériels – limités contre un ennemi aux ressources inépuisables. L'innovation aux plans tactique, ressources, doctrinal, contre un ennemi qui avait l'appui de la communauté internationale dans sa globalité reste une référence : c'est ce conflit qui a créé la notion de *fireforce*¹, les premiers MRAP² que la coalition a redécouverts en Afghanistan, l'emploi systématique des parachutistes ainsi que les opérations *cordon and search*³, base de la tactique en contre insurrection. Sa fin tragique montre que la qualité des combattants pèse finalement assez peu face aux autres variables, ce que l'histoire de la guerre montre somme-toute régulièrement depuis que les Thermopyles n'ont pas empêché que la Boétie ne devienne perse.

S'il est une chose à retenir, présentée ici de manière volontairement tranchée, c'est que, selon l'adage de Moltke, ce n'est pas la tactique qui gagne les guerres. En Rhodésie, comme lors de la campagne d'Overland lors de la guerre de Sécession américaine ou la crise de Suez, un côté peut tout à fait gagner toutes les batailles pour finir défait. L'utilisation des batailles pour se placer dans une position de force dans les négociations de paix a été niée par, dans le premier exemple, la supériorité numérique, dans le second exemple, une pression internationale.

Ce n'est pas non plus la stratégie : il est à ce jour loin d'être certain qu'une stratégie existait au sein de la communauté internationale : celle-ci était peu coordonnée, il n'y avait en tout état de cause pas d'état final recherché commun⁴. En revanche, l'état de fait d'une politique similaire entre les Etats de la communauté internationale – condamnation unanime, blocus, écho unilatéral en faveur des insurgés – a rendu impossible la victoire rhodésienne. C'est cet état de fait qu'il est intéressant de comparer à la situation actuelle, 40 ans après la défaite rhodésienne, et 15 ans après le début de la « guerre globale contre le terrorisme » ou *GWOT*.

Il faut dès à présent mettre en avant quelques limites et conventions.

Le nom « Rhodésie » est utilisé bien que l'appellation officielle et actuelle soit « Zimbabwe », parce que Rhodésie était le nom de l'Etat au moment des faits relatés. « Rhodésie » est utilisé comme synonyme de « Rhodésie du Sud », son appellation officielle de l'époque.

Etudier un conflit est forcément partial et partiel, surtout pour les conflits relativement récents. C'est donc sans prétention d'exhaustivité que cette étude se limitera à quatre

¹ Pion de base des unités d'infanterie, dont le format a été calqué sur la capacité d'emport des Alouette III, seul hélicoptère disponible malgré l'embargo.

² *Mine Resistant Ambush Protected* : véhicule blindé étudié dès sa conception pour résister aux mines et autres engins explosifs improvisés.

³ Encercler l'objectif avant de le ratisser : schéma de toutes les fouilles de caches, de villages... en contre insurrection.

⁴ En tout cas dans les sources disponibles au moment de l'écriture de ce mémoire. Il semble malgré tout que les faits donnent raison à cette assertion.

prismes : le blocus, la diaspora, les opérations « noires », les combattants étrangers. Cette grille de lecture semble utile pour rester aux niveaux politique et stratégique. Elle propose en outre des éclairages utiles pour l'ensemble d'autres conflits passés ou récents, voire encore en cours. Peut-être y a-t-il également quelques enseignements pérennes pour l'avenir.

Dernière limite à mentionner, les opérations clandestines n'ont pas vocation à apparaître dans les sources ouvertes, il est donc évident que leur recherche s'en trouve limitée. Quand bien même le chercheur parviendrait à obtenir des éléments, ils sont souvent encore sous le sceau du secret. C'est donc la raison pour laquelle le chapitre sur les opérations « noires », anglicisme regroupant les opérations clandestines, spéciales et « pseudo », ne comportera que de la source ouverte sur les conflits actuels, au risque de diminuer la puissance de l'argumentaire.

Un point sur la méthode employée. C'est tout d'abord l'intérêt tactique du conflit, étudié au travers de la formation militaire et par les nombreux ouvrages disponibles (essentiellement romans autobiographiques) qui a ouvert la voie à une étude au niveau stratégique, cherchant à répondre à la question de l'existence d'un lien ou d'un motif qui se répèterait dans les conflits actuels. Il était donc naturel que l'actualité inspire initialement le choix du prisme d'étude. Affiné et consolidé par des entretiens avec des acteurs et spécialistes (militaires, journalistes, professeurs), orienté par des conférences sur les sujets du terrorisme ou de l'imbrication entre stratégie et politique, ce prisme s'est finalement arrêté, sans prétention d'exhaustivité, sur les quatre axes mentionnés. Un choix a été fait de ne comparer, via ce prisme, que deux conflits à la guerre en Rhodésie. Son application à d'autres conflits n'en est évidemment pas moins éclairante pour autant, tant Israël ou l'Irlande du Nord par exemple sont comparables et riches.

Il apparaît de l'étude comparative et suivant la grille de lecture montre que la guerre du bush peut donner des clés de compréhension et des enseignements pour les guerres actuelles et à venir.

Un premier chapitre sera consacré à l'étude de la guerre en Rhodésie au travers de la grille de lecture blocus, diaspora, opérations noires et combattants étrangers.

Après cette « validation » de la méthode, un second chapitre comparera, toujours selon ces critères, le conflit rhodésien à la récente guerre en Crimée, mélange exemplaire de politique, d'actions du niveau stratégique et de toute la gamme d'intensité de la violence.

Enfin, un troisième chapitre sera consacré au cas de l'Etat Islamique pour chercher à comprendre si les éclairages continuent à être pertinents dans le cas non plus d'une idéologie ou d'une conception du monde mais d'une religion, face à un ennemi dont le statut d'Etat, s'il en comporte toutes les caractéristiques objectives, n'en est pas moins contesté au niveau international.

Tout au long de ce travail, il ne faut pas s'interdire non plus de comparer les deux cas d'étude que sont la Crimée et Daesh avec d'autres conflits emblématiques de l'un ou l'autre des axes d'étude. Par exemple, le poids de la diaspora dans un conflit sera toujours utilement comparé aux troubles d'Irlande du Nord ou à Israël.

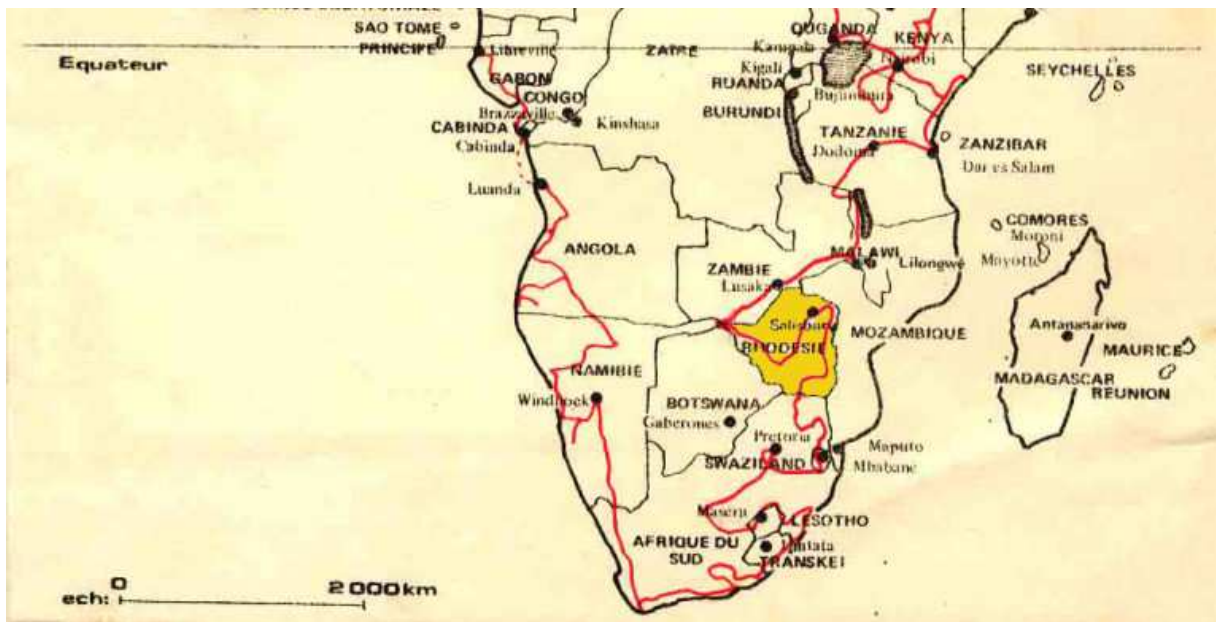
| |
|----------|
| Sommaire |
|----------|

- I. Application de la grille de lecture à la Rhodésie
- II. Application de la grille de lecture à la crise ukrainienne
- III. Application de la grille de lecture à Daesh

Annexe 1 : Corpus

Annexe 2 : Les forces spéciales russes à Alep

I. La Rhodésie



Carte de la région du conflit.

([http://le-tour-d-afrique.over-blog.net/pages/8 La Rhodesie aujourd'hui Zimbabwe-3634924.html](http://le-tour-d-afrique.over-blog.net/pages/8_La_Rhodesie_aujourd'hui_Zimbabwe-3634924.html))

La guerre en Rhodésie a opposé de 1965 à 1980 deux guérillas d'inspiration marxiste à un gouvernement minoritaire blanc dans ce qui est l'actuel Zimbabwe. Elle débute au lendemain de la proclamation unilatérale d'indépendance de cette ancienne colonie britannique le 11 novembre 1965 et s'achève à la signature du traité de Lancaster le 17 décembre 1979, avec le retour du pays sous statut de colonie anglaise, prélude aux élections qui portent Robert Mugabe au pouvoir et donnent naissance au Zimbabwe. Le conflit se déroule globalement en quatre phases⁵ :

- Avant la guerre : périodes de troubles et d'émeutes ;
- 1965-72 : Suprématie incontestée des forces de sécurité rhodésienne ;
- 1972-77 : Guerre du bush, intensification de l'activité militaire et politique ;
- 1977-80 : Enlisement du conflit et épuisement de la Rhodésie

I. Le rôle de la diaspora

La diaspora a été déterminante dans la guerre en Rhodésie, parce que c'est elle qui a donné en premier lieu l'écho aux forces en présence, avec ce que ça implique de financements notamment, d'équipements ensuite. C'est également cette diaspora qui a permis de recruter un volume conséquent de combattants pour les deux côtés. Cependant, il faut d'ores et déjà indiquer que, dans un conflit aussi marqué par un caractère ethnique, la notion de diaspora au sens de « éloigné de la terre des ancêtres » ne rend pas compte des volumes en présence. La définition qui rend le mieux compte du potentiel, à défaut d'être la plus communément admise est « dispersion d'une ethnie à travers le monde ». Le conflit n'était évidemment pas aussi simple que « les Blancs contre les Noirs », mais nier le poids de la cohésion ethnique est idéaliste et serait oublier un pan fondamental des forces en présence.

⁵ Frédéric Ortolland, *La guerre en Rhodésie*, <http://www.histoquiz-contemporain.com/Histoquiz/Lesdossiers/guerresoubliees/rhodesie/Dossiers.htm>

Du côté rhodésien, c'est avant tout la diaspora des Européens d'Afrique « *White tribe of Africa* »⁶, la « tribu des Blancs d'Afrique » qui pouvait être influente. Son écho dans les années 1970 – 1980 était limité pour des raisons de « morale » des démocraties occidentales. Les Etats-Unis ayant interdit la ségrégation quelques années auparavant, en 1954 puis 1964, le Canada ayant fait de même à la même époque, les ségrégations légales ou de fait disparaissant de la majorité des pays du globe⁷, c'est, malheureusement pour la Rhodésie, une lutte contre le sens de l'Histoire que de tenter de se protéger contre les revendications de sa majorité noire. Sans doute le conflit était-il déjà perdu d'avance par ce biais : la diaspora noire rhodésienne jouissait de l'écho d'une communauté internationale déjà conditionnée par le combat médiatique et médiatisé d'un Martin Luther King ou d'un Louis Farrakhan, sans compter l'écho favorable de la communauté noire.

Les prédispositions de la communauté internationale ont permis à la diaspora noire de faire connaître le conflit, de se faire l'écho d'une vision favorable aux ZAPU et ZANU⁸. Plus important, la diaspora rhodésienne installée dans les pays limitrophes ou proches, Zambie, Angola, Tanzanie, Botswana, Mozambique, a favorisé l'aide de ces gouvernements à la rébellion par un appui logistique notamment, camps d'entraînement et bases avancées⁹. Le poids de cette population a également aidé au conditionnement du peuple rhodésien, l'aidant à choisir son camp et par là, devenant une source de renseignement comparable à celle du gouvernement, et niant la supériorité initiale de celui-ci. Cela a aidé à la cohérence de la rébellion qui, bien que souffrant de fractures continuant bien après la fin de la guerre, n'avait en 1980 plus grand-chose à voir avec la force qu'elle était au début du conflit.

L'appui régional au gouvernement rhodésien se trouvait quant à lui majoritairement en Afrique du Sud, bien que des divergences politiques fondamentales entre les deux pays aient probablement limité son poids. En effet, la Rhodésie a toujours refusé¹⁰ l'adhésion à une « grande Afrique du Sud » malgré les similitudes apparentes entre les deux régimes. Le soutien de l'Afrique du Sud avait de facto pour but de stabiliser sa frontière et prévenir une contagion à son sol des idées modernistes de partage du pouvoir avec les Noirs. Raison suffisante pour motiver un soutien, mais l'Afrique du Sud avait un poids faible comparé à l'ensemble des pays appuyant la rébellion.

L'appui de la diaspora était donc inégal entre les parties, tant au niveau régional que mondial. Il est évidemment autant réducteur de parler d'une guerre de proxys¹¹ que, d'un autre côté, d'une guerre d'un seul contre tous. Les diasporas pèsent lourd dans tous les conflits, surtout aujourd'hui avec la capacité à médiatiser tout message biaisé. Que ce soit la diaspora allemande aux Etats-Unis qui repousse leur entrée en guerre jusqu'en 1917 ou en 1941, que ce soit l'appui de la communauté irlandaise américaine qui finance l'IRA et lui procure des armes de guerre pendant 30 ans jusqu'en 1998¹², le poids de la communauté juive dans l'appui de la communauté internationale à Israël au niveau régional, ou les

⁶ Laurent Henninger, *Guerre et Histoire N°33, un Français engagé contre la guérilla en Rhodésie*, 7p.

⁷ Les raisons pour lesquelles les derniers pays à appliquer cette politique, notamment le Yémen et le Libéria, ne s'attirent pas l'ire de la communauté internationale comme la Rhodésie ou l'Afrique du Sud, méritent réflexion.

⁸ ZAPU *Zimbabwe African People's Union* et ZANU *Zimbabwe African National Union*, voir infra, sur les opérations noires pour plus de détails sur l'organisation de la rébellion.

⁹ Séminaire de l'école de guerre de l'USMC *Rhodesia, tactical victory, strategic defeat (article) la guerre depuis 1945*, année 1983, 63 p. <http://www.rhodesia.nl/Rhodesia%20Tactical%20Victory.pdf>

¹⁰ Georges Fischer *Le problème rhodésien (article) Annuaire français de droit international*, année 1965 Volume 11 Numéro 1 pp. 41-69 http://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1965_num_11_1_1807

¹¹ Mot tiré du vocabulaire informatique, et désignant une guerre menée entre deux entités par l'intermédiaire d'autres entités. Un exemple est la guerre du Vietnam où le Vietminh peut être considéré comme un proxy de l'URSS.

¹² <http://www.bbc.co.uk/history/troubles> consulté le 1er février 2017

manipulations depuis l'étranger des combattants Séléka lors de la crise centrafricaine de 2013, les expatriés jouent un rôle fondamental dans les conflits. Et très souvent, selon le principe de « les conseillers ne sont jamais les payeurs¹³ », jouent un rôle déterminant dans la poursuite des conflits qui, sans eux auraient trouvé une issue plus tôt.

Il sera étudié au chapitre 2 le rôle de la diaspora russe en Ukraine et au chapitre 3 le rôle de la communauté musulmane au proche orient, qui semblent présenter des similitudes fortes dans le premier cas à la diaspora en appui du gouvernement rhodésien, dans le second à la diaspora en appui de la rébellion.

II. Le blocus

Le blocus sera analysé sous deux angles : vu du côté de la Rhodésie, vu du côté de la communauté internationale.

Du point de vue de la Rhodésie, le blocus est évidemment une contrainte supplémentaire s'ajoutant aux ressources nationales limitées d'un petit pays, et de fait, de l'assiduité moindre de la main d'œuvre noire au fur et à mesure de l'avancée du conflit et de la propagande / contre propagande montrant la guerre non comme une résistance à l'envahisseur mais comme une libération de la communauté noire.

Cependant le pouvoir Rhodésien a su s'adapter voire tirer parti de ces contraintes : c'est en effet lorsque les ressources sont comptées que la tactique progresse, il suffit de regarder aujourd'hui l'effet sur l'armée américaine du tarissement (tout relatif, certes) des fonds et sa redécouverte de la manœuvre ou de la notion de choix tactique.

L'interdiction d'importer des matériels de guerre est emblématique de ce conflit par le prisme des hélicoptères : la guerre du bush est aujourd'hui synonyme de *Fireforce* et de ces groupes de 4 hommes héliportés pour aller « éteindre le feu » de la guérilla¹⁴. Si l'évolution de l'emploi de ces unités reste du domaine tactique voire opératif, l'évolution du format doit être créditée à une raison stratégique : l'armée rhodésienne n'ayant, à cause du blocus, accès qu'à des Alouette III pour mener sa guerre, elle adaptera le format de son pion de base d'infanterie à la capacité d'emport : 4 hommes.

Les armes sont celles qu'on trouve sur le continent, dans tous ses conflits : FN FAL, AK47, FN Mag, (auxquelles il faut ajouter une production locale sud-africaine, notamment en armes de poing), suffisantes pour ce type de conflit où l'ennemi est du combattant à pieds ou en véhicules non protégés (camions, Land Rovers...). En revanche, pour faire face à une guerre des mines typique de ce genre de conflit (qui se manifeste aujourd'hui plus par des engins explosifs improvisés mais avec les mêmes buts, procédures, et limites), l'absence de moyens dédiés, ou existant même ailleurs dans le monde, a imposé de développer à partir de rien des MRAP¹⁵, véhicules blindés – donc protégeant contre l'armement de petit calibre – dont la forme en V de la caisse dévie le souffle d'une mine pour protéger ses occupants. Les Occidentaux devront les réinventer pour les conflits du XXI^e siècle, notamment en Afghanistan et Irak après l'augmentation exponentielle des morts et blessés par mines ou engins explosifs improvisés. Une leçon qui aurait pu éviter des pertes, si les retours d'expérience avaient été écoutés. Egalement, l'impossibilité de renouveler ses matériels a contraint l'armée rhodésienne à économiser ce qui apparaît partout ailleurs comme consommable. Un exemple concerne l'emploi des parachutes. Pour tout pays doté de

¹³ Ceux qui conseillent ne pâtissent jamais des répercussions de leurs conseils.

¹⁴ L'expression est de « Guerre et Histoire » op. cit.

¹⁵ *Mine Resistant Ambush Protected*, véhicule destiné dès sa conception à résister aux mines. Voir infra.

parachutistes, en opération, il est normal d'abandonner (éventuellement de cacher, autre histoire) les parachutes. En Rhodésie, après un saut, le parachutiste devait se rappeler l'emplacement de sa voile, aller se battre, puis revenir la chercher. Une version du jeu de Kim qui aurait plu à Rudyard Kipling¹⁶.

En parallèle de ces réactions militaires à l'étranglement de la communauté internationale, il faut mentionner des manifestations de la « guerre totale » dans la communauté blanche : si une apparence visible de « vie de temps de paix » était maintenue, c'est bien toute la population qui était impliquée dans la guerre, un véritable « front intérieur » pour soutenir les combattants. Et comment pourrait-il en être autrement dans un pays qui se bat pour sa survie ? Impôts supplémentaires, service militaire ou civil, toute la population est impliquée dans le renseignement...

Du côté opposé, le blocus, est efficace parce que globalement unanime. Décrété par les Nations Unies, le blocus et le boycott de la Rhodésie devaient empêcher toute assistance étrangère.

En effet, la résolution 216¹⁷ du 12 novembre 1965 condamne la déclaration d'indépendance de la Rhodésie du Sud de l'Empire britannique comme Etat de la Rhodésie et enjoint tous les Etats de refuser de reconnaître et de *s'abstenir de toute assistance* envers « le régime minoritaire raciste ».

La France s'est abstenue lors du vote de cette résolution.

La résolution 232 du 16 décembre 1966 « constat[ant] que la situation en Rhodésie du Sud constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales » décide que la communauté internationale doit empêcher l'importation de toute ressource d'origine rhodésienne (fer, chrome, viande, tabac, sucre...), empêcher tout transfert de fonds, vente d'armes¹⁸ – dont en particulier les hélicoptères dont il a déjà été question plus haut – vers la Rhodésie. La raison pour laquelle les Alouette III ont pu participer au conflit est que leur présence sur le territoire – en version non militaire – était antérieure au conflit et à la résolution de l'ONU. Il ne restait donc au gouvernement rhodésien « que » d'en renouveler les pièces généralement en les important frauduleusement comme pièces d'autres machines, notamment de ferme, et surtout en achetant des machines à l'étranger et en les faisant passer pour les originales pour les importer¹⁹. Rappelons en marge que l'Alouette III est un hélicoptère français (Sud-Aviation puis Aérospatiale), et que la France n'a pas voulu ne pas reconnaître l'Etat de Rhodésie²⁰.

La communauté internationale était globalement unanime, cependant un point non négligeable est que de nombreuses sociétés, notamment pétrolières et britanniques, ont été dénoncées par les Nations Unies (en aout 1978, 593 sociétés ont été dénoncées par l'ONU pour avoir enfreint le blocus). De plus, l'Afrique du Sud réalisant que son destin était probablement lié à celui de la Rhodésie, a fourni un appui à son voisin (matières premières,

¹⁶ Rudyard Kipling, *Kim*, édition Folio de 2005, 496 p. Kipling y décrit un jeu destiné à travailler la mémoire : il s'agit d'observer une sélection d'objets pendant un temps compté, puis de les cacher et de se rappeler le maximum de détails.

¹⁷ Site des Nations Unies :

http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/232%281966%29&Lang=E&style=B

¹⁸ Id. : interdiction d'exporter vers la Rhodésie les « armes, munitions, aéronefs [et] véhicules militaires et d'équipement et de matériels pour la fabrication et l'entretien d'armes et de munitions » ainsi que les moyens pour « la fabrication, le montage ou l'entretien d'aéronefs et de véhicules à moteur » et « la fourniture de pétrole ou de produits pétroliers ».

¹⁹ Guerre et Histoire, op. cit.

²⁰ Les archives consultées n'ont cependant pas permis d'établir un lien formel entre ce fait et un éventuel contournement de l'embargo par la France.

munitions et matériels ainsi que renseignement et appui médiatique à l'étranger. Quelques occasions de frappes militaires autonomes au profit de la Rhodésie sont également recensées). Il faut attendre 1978 pour que les Etats-Unis parviennent à exercer une pression suffisante sur Pretoria pour lui faire cesser son aide. Dès lors, il faudra moins de deux ans pour atteindre le dénouement de la guerre.

III. les opérations noires

Les opérations qualifiées de « noires » regroupent, comme mentionné en introduction, les opérations de forces spéciales, les opérations clandestines et, spécialité (bien que la guerre en Rhodésie n'en ait pas l'exclusivité), les opérations « pseudo ».

Les deux côtés ont employé des procédés inavouables soit sur le plan de la morale, soit sur le plan de la politique. D'ailleurs, la limite entre opération pseudo²¹ et terrorisme est ténue et généralement discutable. Ce n'est pas l'objet du présent travail.

Une opération pseudo est une opération visant à commettre une action que l'on fait passer pour une action de l'autre camp. Son but est généralement de diaboliser l'ennemi, et c'est en cela qu'elle se rapproche du terrorisme. Un modèle d'opération, réel dans le cas étudié, est que les forces rhodésiennes, *Selous Scouts*²² en particulier s'infiltrèrent dans un territoire contrôlé par les rebelles pour y commettre une exaction²³ en laissant des indices portant à croire qu'elle a été effectuée par les rebelles. Le but est de susciter une réprobation et un rejet de la cause insurgée par les populations locales autant que par la communauté internationale. Ce procédé a également été employé par l'armée britannique lors du conflit en Malaisie dans les années 50²⁴.

Les autres types d'opérations noires employées du côté du gouvernement de Salisbury sont les opérations dites dans le jargon français « homo », visant à tuer une personnalité d'influence. Un exemple est relaté dans le livre de Peter Stiff, *See you in September*. Si l'opération avait réussi et si la Rhodésie existait encore, il y a fort à parier que cette histoire ne serait pas parvenue au grand jour. Il s'agit d'une tentative d'assassinat de Robert Mugabe par le CIO (*Central Intelligence Organization*, équivalent de la DGSE pour la France) en 1979 lors des pourparlers de paix à Londres. C'est bien une opération du niveau stratégique, ses conséquences en cas de compromission mouillant le gouvernement de Salisbury et sa crédibilité. En cas de réussite, elle décapitait l'opposition et donnait probablement plusieurs années de répit à la Rhodésie.

Le dernier type d'opération à mentionner du côté gouvernemental est l'opération de forces spéciales, dans ses versions « classiques » de surveillance et de raid. Le premier est le prépositionnement de binômes de *Selous Scouts* sur des points hauts dans le *bush*, qui prévenaient à la radio au cas où ils décelaient une colonne ennemie. S'en suivait le classique scénario de bouclage par les *Fireforces* en hélicoptère puis le ratissage de la zone par les parachutistes. L'aspect primordial du renseignement humain et la vitesse d'exécution de l'opération a fait le succès de cette séquence emblématique de la guerre du bush. Le second type d'opérations spéciales est le raid, là encore un type d'opération standard chez les forces spéciales de tous les pays qui en disposent. Il s'agissait, sur base de renseignement (soit

²¹ Une opération « pseudo » est un type particulier des opérations clandestines, dont le but est d'attribuer l'une de nos actions à la force ennemie.

²² Unités à mi-chemin entre le clandestin et les forces spéciales. Elles utilisent des éclaireurs indigènes et des rebelles « retournés ».

²³ Frédéric Ortolland, op. cit.

²⁴ <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/pub607.pdf>, pp. 8 et 9

obtenu par interrogation de prisonniers, soit par survol d'aéronefs) d'aller détruire un camp d'entraînement ou une base logistique rebelle de l'autre côté de la frontière, à pieds ou en véhicule léger à la manière des SAS britanniques de la deuxième guerre mondiale. L'emploi d'avions était risqué²⁵ dès lors que les Rhodésiens ont perdu la supériorité aérienne absolue²⁶ avec les missiles SAM 7 russes donnés en masse à la guérilla, ils n'ont été que peu employés à la fin du conflit, en tout cas beaucoup moins que lors du conflit suivant, en Afrique du Sud, où des munitions spécialement destinées à détruire ce genre de cibles (*A bombs*, type de bombes à sous-munitions) ont été utilisées. L'emploi de troupes au sol s'est avéré beaucoup plus fiable qu'une campagne uniquement aérienne, leçon utile pour aujourd'hui là encore.

Du côté opposé les opérations clandestines sont peu séparables des opérations classiques d'une rébellion, par la nature même de cette dernière et d'une part le besoin de se fondre dans la population, d'autre part le type et volume d'armement disponible. Si la guerre des mines ou EEI, moyen devenu emblématique dans les rapports du faible au fort, a marqué le conflit comme expliqué plus haut, ce sont cependant deux opérations « noires » à cinq mois d'intervalle qui vont faire plier le gouvernement, et si besoin était, pousser la communauté internationale à appeler à la fin du conflit.

Le 3 septembre 1978, le vol d'Air Rhodesia 825, transportant 52 passagers civils des chutes Victoria à Salisbury, est abattu par un SA 7 tiré par les insurgés à l'ouest de Karoi. Sur les 18 survivants, 10 seront tués par les rebelles à l'arme automatique²⁷.

Dans des circonstances similaires le 12 février 1979, le vol 827 transportant 59 civils de Kariba à Salisbury est détruit par un SA 7 tiré par les rebelles, tuant les 59 passagers et membres d'équipage. 13 jours plus tard, l'armée de l'air rhodésienne, aidée officieusement de l'armée de l'air sud-africaine, détruit un camp ZIPRA en Angola.

Le parallèle avec ce que subit l'Occident aujourd'hui est remarquable : des attaques aveugles contre des civils engendrent des réponses ciblées contre des cibles exclusivement militaires. Cela n'a pas fonctionné en 1979 pour faire cesser la rébellion, pourquoi cela fonctionnerait-il aujourd'hui ?

IV. Les combattants étrangers

Les conflits attirent des combattants étrangers pour diverses raisons. Idéalistes, mercenaires, conseillers techniques, goût de l'action, voire attrait onirique de l'Afrique tout simplement... Qu'il s'agisse de la guerre d'Espagne à la fin des années 30, la Légion des Volontaires Français pendant la deuxième guerre mondiale, l'Afrique du Sud immédiatement après la guerre en Rhodésie, les mercenaires de Bob Denard des années 80, l'attrait du djihad aujourd'hui, ou même la Légion étrangère depuis plus de 150 ans, il y a autant de motivations qu'il y a de combattants.

Le camp rhodésien comptait avant tout des volontaires, par opposition aux mercenaires, même si ceux-ci étaient également présents, et la limite était poreuse entre les deux. L'assurance d'un emploi plus dur contre une solde plus élevée... La faible population blanche, 150 000 sur près de 7 millions d'habitants au total, et la crainte d'une réplique des

²⁵ Petter-Bowyer, P. J. H. *Winds of Destruction: the Autobiography of a Rhodesian Combat Pilot*. South Publishers. 2005, pp 284, 290 et 369

²⁶ En 1978, avec l'augmentation non seulement du nombre de missiles sol-air mais également l'augmentation du nombre de conseillers étrangers, Chinois, Russes, Allemands de l'Est et Cubains permettant d'utiliser ces missiles de manière plus efficace.

²⁷ Il faudra attendre 2013 pour que la communauté internationale qualifie cette attaque de terroriste. Deux poids deux mesures.

massacres de la décolonisation du Congo belge dix ans auparavant font que les militaires rhodésiens n'ont pas vraiment confiance en la population noire dont ils craignent une mutinerie (qui d'ailleurs n'aura jamais lieu). Si l'on compte quelques unités mixtes (dont les célèbres *Selous Scouts*, avec le meilleur *kill ratio* de la guerre, mais il s'agit de cadres blancs commandant des éclaireurs noirs²⁸), et même si on prend en compte que le racisme institutionnel s'applique aux relations personnelles et non professionnelles²⁹, l'armée rhodésienne préférerait tout de même créer des unités blanches. C'est parmi celles-ci que se trouvent la *Rhodesian Light Infantry* ou RLI, l'une des premières à intégrer des volontaires, à condition qu'ils parlent anglais. On y trouve donc des Britanniques, Américains, des Sud-Africains évidemment, Australiens, Néozélandais, Canadiens, mais également des Français, Portugais, Islandais, Norvégiens, Russes, Allemands, Israéliens³⁰... D'autres unités ont intégré des combattants étrangers, comme les éclaireurs à cheval « *Grey's scouts* » mais de manière moins massive et moins institutionnalisée que la RLI³¹.

Plus tard dans la guerre, et à l'image de ce qu'a fait la Légion étrangère au lendemain de la deuxième guerre mondiale³², d'autres langues ont été tolérées. C'est ainsi qu'au sein du RLI, la 7^{ème} compagnie indépendante a été composée de francophones, autorisée à hisser le drapeau français en même temps que le drapeau rhodésien, et dont l'insigne de béret contient un insert bleu-blanc-rouge. C'est la seule unité composée uniquement d'étrangers. Beaucoup de ses soldats, typiquement d'anciens parachutistes, légionnaires et jeunes aventuriers, démissionneront après leur première opération pour rejoindre les rangs des mercenaires, pensant gagner plus que les soldats rhodésiens. Elle sera dissoute le 13 mai 1978 suite à une série d'exactions. Fait intéressant, une partie des anciens de cette compagnie se retrouvera aux ordres de Bob Denard aux Comores en 1989.

Le goût de l'aventure est généralement mis en avant, mais il s'agit *de facto* d'un engagement politique, quoi qu'en disent les (rares) protagonistes qui acceptent de se livrer. Un témoignage qui éclaire cette mentalité est à citer ici, tiré de l'entretien d'un Français engagé dans le RLI³³ : « à la fin des années 70, le pays est entré dans une phase de transfert du pouvoir à des dirigeants noirs modérés, convaincus de la nécessité de continuer à gérer l'économie du pays de façon pragmatique et productive, car la Rhodésie a connu un développement exemplaire. C'est pour cela que je me suis opposé au régime proposé par Robert Mugabe [...] J'ai toujours considéré que les Blancs de bonne volonté qui ont fait souche en Afrique ont le droit d'y rester et d'y vivre en bonne intelligence avec les populations locales ».

Du côté de la rébellion, les combattants étrangers sont essentiellement de deux types : les conseillers étrangers, et la cohésion ethnique.

La rébellion était essentiellement composée de deux mouvements : l'un, la ZIPRA, *Zimbabwe People's Revolutionary Army*, était le bras armé de la ZAPU, *Zimbabwe African People's Union*, de Joshua Nkomo. D'inspiration marxiste-léniniste, elle était soutenue par l'Union Soviétique. L'autre, la ZANLA, *Zimbabwe African National Liberation Army*, était le

²⁸ Lcl Ron Daly, *Selous Scouts, Top secret war* Galago Publishing, 1982, 432p.

²⁹ Chris Cocks, *Fireforce: One Man's War in the Rhodesian Light Infantry*, 30 Degrees South Publishers, 1982, 320p.

³⁰ Guerre et Histoire, op. cit.

³¹ Patrick Ollivier, *Commandos de brousse*, Grasset, 1985, 275p.

³² Paul Bonnacarrère, *Par le sang versé*, Tempus Perrin, 2007, 512p. Composées majoritairement d'anciens soldats allemands, certaines compagnies sont devenues de fait germanophones, chose impensable dans l'actuelle Légion, qui est un modèle d'assimilation.

³³ Jean-Michel Caffin cité dans Guerre et Histoire, op. cit.

Les Matabele se trouvent à la frontière de trois pays au moins, Zimbabwe, Afrique du Sud (Swaziland) et Botswana, ainsi qu'au Mozambique. Pour des raisons autres qu'ethniques (politiques autant régionales qu'ordonnée par Moscou, et le fait que l'Angola et le Mozambique sont toutes deux des colonies portugaises), elle profite également de l'appui de l'Angola, notamment pour établir ses bases et camps d'entraînement.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que, certes le conflit a vu affluer des combattants étrangers. Mais il a également été démontré que cette explication est partielle dans son application à l'Afrique. Considérer les combattants étrangers non comme « d'un autre pays » mais « d'une autre ethnie » affinerait sans doute la compréhension de leur apport au conflit. Etendre « ethnie » à « nation » permettrait-il, de la même façon, d'augmenter la pertinence de la compréhension des conflits actuels ?

II. la crise ukrainienne



Carte de la Crimée

<http://www.pearltrees.com/delphinearsicaud/item110142108>



Carte de l'Ukraine montrant le Donbass et la Crimée

<http://www.lopinion.fr/edition/international/mineurs-ukrainiens-otages-bras-fer-entre-moscou-kiiev-12146>

La guerre en Ukraine et en particulier le cas de la Crimée sont connus pour les interactions politiques qui l'entourent, plus que pour les affrontements militaires. Il sera étudié dans ce chapitre essentiellement la crise de Crimée, bien qu'une étude approfondie de la crise ukrainienne et de la guerre du Donbass à l'intérieur de celle-ci soient utiles à la compréhension des tractations et des réactions. Rappelons toutefois que la crise ukrainienne commence le 21 novembre 2013 par le refus du gouvernement ukrainien de signer un accord d'association avec l'Union européenne prévu de remplacer l'accord de partenariat et de coopération daté de 1998. S'ensuivent de grandes manifestations et des heurts qui vont pousser le président ukrainien, Viktor Ianoukovytch, à la fuite avant d'être destitué, accusé d'être à la botte de Moscou. La République de Crimée (étendue à Sébastopol) vote alors son indépendance et son rattachement à la Russie le 16 mars 2014, causant d'une part une crise diplomatique internationale bien médiatisée, d'autre part des soulèvements et des référendums similaires dans d'autres provinces russophones, notamment dans le Donbass, pour se séparer de l'Ukraine.

Le 17 juillet, un long courrier civil (vol MH17 de la Malaysian Airlines) est abattu au-dessus du Donbass. A la différence de l'attentat des Air Rhodesia 825 et 827, la destruction du MH17 n'est pas revendiquée : l'armée ukrainienne et les séparatistes pro-russes s'en renvoyant la responsabilité³⁶, ce qui porte plus à croire à une bavure qu'à un acte terroriste.

En parallèle, la crise de Crimée commence par le déploiement de troupes n'arborant aucun insigne (mais qui plus tard seront reconnues comme russes par la Russie, voir plus loin le paragraphe sur les opérations spéciales) sur la péninsule de Crimée en parallèle de mouvements de troupes fédérales russes le long de la frontière ukrainienne. Les aéroports de Simféropol et Sébastopol, verrou et cordon ombilical de la Crimée, et les accès à la base navale de Sébastopol sont ainsi conquis. De massives manifestations pro-russes éclosent dans diverses villes comme Odessa, Kharkov, Donetsk. Dans les jours qui suivent, les forces russes désarment la majorité des troupes ukrainiennes dans la nouvelle république, sans véritable confrontation.

Il faut constater que dans la crise, les deux belligérants, Russie et Ukraine, sont tous deux signataires de la charte des Nations-Unies. Cela aurait dû avoir des conséquences en termes de droit international, notamment sur les thèmes de l'autodétermination ou de la souveraineté. La mise en avant de la jurisprudence du Kosovo, avec l'emploi par le ministre russe des Affaires étrangères d'exactly le même vocabulaire que celui employé par les Etats-Unis pour justifier l'indépendance de la province (« un cas spécial ») est remarquable. Même après la fin de la crise, la question de la légalité de cette sécession ne fait pas l'unanimité³⁷, tout comme les conditions dans laquelle cette crise s'est déroulée (les observateurs de l'OSCE ont été refoulés et n'ont pas pu surveiller le déroulement du référendum).

Aujourd'hui, l'allégeance de la Crimée à la Fédération russe n'est plus en question. En revanche, ses conséquences sur le plan international ne sont pas encore toutes mesurées. Notamment pour les Etats baltes, la question de savoir s'ils ne sont pas les prochains sur la liste les pousse à compter sur l'OTAN, l'Union européenne ou diverses alliances. « Puissiez-

³⁶ Le Monde avec AFP et Reuters, <http://www.lemonde.fr/kiosque-journal-le-monde/edition-du-28-9-2016/> L'origine russe du matériel utilisé (SA-11) et son tir depuis une position tenue par les séparatistes semblent cependant ne pas faire de doute.

³⁷ Résolution 1514 des Nations unies <http://www.un.org/fr/decolonization/declaration.shtml> : seuls les peuples qui ont subi une [colonisation] peuvent prétendre au droit à l'autodétermination. Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes : « le référendum en Crimée n'est pas illégal, l'intervention russe si » (cité par l'Express du 11 mars 2014 <http://www.lexpress.fr/archives/2014/03/11/>).

vous vivre des temps intéressants » est une vieille formulation de malédiction chinoise, bien d'actualité.

I. La diaspora

L'influence de la diaspora russe est flagrante dans l'annexion de la Crimée. S'il est trop tôt pour analyser l'impact d'ensemble de celle-ci et si l'influence de la diaspora ukrainienne serait en elle-même une étude à plein temps, il est toujours utile de regarder l'illustration de cette conséquence du Kosovo, prédite par Vladimir Poutine il y a dix ans. « Le précédent du Kosovo est un précédent horrible. *De facto*, il fait voler en éclats tout le système des relations internationales existant pas seulement depuis plusieurs dizaines d'années, mais depuis des centaines d'années [...] ils [la communauté internationale] ne pensent pas aux conséquences de ce qu'ils font. Au final, c'est comme un bâton à deux extrémités, et l'une des extrémités va un jour leur revenir dans la gueule »³⁸. Prononcée il y a près de dix ans, cette analyse faisait référence au fait que la communauté internationale donne au Kosovo le 17 février 2008 son indépendance basée sur un vote local, quand bien même c'est le pays tout entier qui aurait dû être consulté. Pour rappeler succinctement les faits, le Kosovo était une province serbe à majorité albanaise. Le parallèle avec la situation en Crimée, enclave Ukrainienne à majorité peuplée de russophones (devenus Russes suite à une distribution de passeports³⁹ par Moscou) votant localement son indépendance sans consultation avec le reste de l'Ukraine est flagrant. De fait, la réussite pour la Russie est passée par l'implantation (ou la création, question ici de sémantique mais pas de fond) d'une diaspora dans le pays pour lui donner, exactement comme en tactique, une supériorité locale à défaut d'une supériorité totale.

Il en ressort que, dans le cas de la Rhodésie, la diaspora noire a su trouver un écho auprès de la communauté internationale pour faire plier le gouvernement blanc. Dans le cas ukrainien, la Russie a joué de la diaspora russe en Crimée pour faire plier la majorité ukrainienne tout en justifiant son action auprès de la communauté internationale.

Dans les deux cas, l'enjeu était de trouver ou de créer un terreau favorable : pour la Rhodésie il s'agissait de surfer sur la vague des abolitions de ségrégation dans les grands pays. Pour la Crimée, il s'agissait de profiter du précédent du Kosovo et du leitmotiv occidental de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le tout avec une bonne dose de malhonnêteté et d'angélisme, dans chacun des deux conflits : prenons par exemples le vol Air Rhodesia 825 pour le premier et le « il n'y a pas de troupes russes en Ukraine et il n'y en aura jamais » du président Poutine pour le second.

Dans le premier cas c'est la communauté internationale qui a été la cible des « VRP » de la rébellion, dans le second c'est la Russie, contre la communauté internationale. Mais suffisamment puissante, face à une communauté internationale timorée et surtout, une Russie connaissant parfaitement la rhétorique de la communauté internationale pour naviguer sous le seuil de réaction puis, mettant celle-ci devant le fait accompli, pérenniser son annexion. Dans un cas la communauté internationale a « gagné » le conflit, dans le second elle n'est pas intervenue. Question de risque ? Question d'enjeu ? Il s'agit sans doute du rapport « (gain x probabilité de gagner) – (pertes x probabilité de défaite) » de la théorie du jeu : le pouvoir de nuisance d'une Rhodésie n'est pas comparable à celui de la Russie. Il suffit de comparer non leurs puissances militaires, ce qui serait une évidence, mais les marchés en provenance ou à destination de l'un ou l'autre : la communauté internationale peut se passer de la Rhodésie comme elle ne peut pas se passer de la Russie.

³⁸ Vladimir Poutine, rencontre avec les dirigeants de la CEI, 22 février 2008, vidéo sur

<https://www.youtube.com/watch?v=59WAzlezINc>

³⁹ <http://www.europe1.fr/international/disparition-du-vol-mh370-505-jours-de-mystere-2500389>.

Mêmes fins, même moyens, voies différentes. Dans un cas c'est voulu, dans l'autre c'est subi. Dans un cas c'est avec la communauté internationale, dans l'autre c'est malgré elle. Mais à la fin, c'est celui qui sait utiliser ses expatriés qui gagne. Sans en faire une cause unique, ce qui serait faux autant que prétentieux, il faut y voir un outil supplémentaire dans l'arsenal politique dans la continuation de la guerre par d'autres moyens.

II. Le blocus

La condamnation de la communauté internationale envers la Russie est comparable à ce qui a été décrit pour la Rhodésie sur un point, l'arrêt des ventes d'armements (dans les deux sens, import vers la Russie comme export de matériels russes). Au détail près que « communauté internationale » dans le cas de la Rhodésie signifiait « ONU », dans le cas de la Russie il s'agit d'initiatives individuelles (comme la France avec l'arrêt de la vente des deux bateaux (type BPC, bâtiments de projection et de soutien) ou plus généralement, de l'Union européenne.

Les sanctions de l'Union européenne⁴⁰ sont de deux ordres, diplomatiques et économiques, et s'appliquent d'une part à la Russie, d'autre part à la Crimée.

Les sanctions diplomatiques se réalisent en la suspension des négociations d'adhésion de la Russie à l'OCDE et à l'Agence internationale de l'énergie, et annulation des sommets UE-Russie et les habituels sommets bilatéraux entre les pays de l'Union et la Russie. Les négociations sur les visas, les gels de visas pour 149 personnes et les gels d'avoirs pour 37 entités font également partie des sanctions diplomatiques.

Les sanctions économiques regroupent d'une part les interdictions d'importation des biens en provenance de la Crimée⁴¹, l'interdiction d'investir en Crimée ou d'y offrir des services touristiques (par exemple des escales de croisières de bateaux battant pavillon d'un état membre de l'Union européenne), une interdiction d'exporter vers la Crimée des biens et technologies dans six secteurs⁴². Egalement, des mesures interdisent l'investissement dans les banques, compagnies, entreprises russes et leurs filiales, un embargo sur les importations et exportations d'armes et de matériel connexe de et vers la Russie ainsi que des biens à double usage et technologies militaires et dans le secteur énergétique. Cette liste n'est pas exhaustive⁴³ mais montre un niveau de détail supérieur à la liste de sanctions contre le gouvernement Rhodésien. Pour pallier l'absence d'accord de la communauté internationale, qui s'est bornée à ne pas reconnaître la validité du referendum de mars 2014⁴⁴ ? Pourtant les enjeux sont plus grands en Crimée qu'en Rhodésie, d'un point de vue strictement de cohérence avec la Charte des Nations Unies : droit des Criméens à l'autodétermination contre interdiction de bouger les frontières. Il est vrai que l'ONU semble impuissante à résoudre ce conflit, la Russie étant à la fois partie prenante et membre permanent du conseil de sécurité (et ayant de fait usé de son droit de veto). Cependant, un article de la Charte prenant en compte ce cas n'a pas été respecté⁴⁵. Pourquoi ? Encore une fois, le conflit est trop récent pour pouvoir voir toutes les ficelles diplomatiques, les tractations et surtout la réalité derrière les

⁴⁰ Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine, Site officiel de l'UE, https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions_fr

⁴¹ En l'absence d'un certificat d'origine ukrainienne.

⁴² Transports, télécommunications, énergie, exploitation de pétrole, gaz ou minéraux.

⁴³ Voir les règlements UE n°692/2014 et 833/2014 sur les mesures restrictives, Europa.eu, op. cit.

⁴⁴ Site officiel des Nations Unies, « le referendum organisé en République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol le 16 mars 2014 n'a aucune validité », motion adoptée à 100 voix contre 11 et 58 abstentions. <http://www.un.org/press/fr/2014/AG11493.doc.htm>

⁴⁵ L'article 27-3, chapitre V de la Charte des Nations Unies (<http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-v/index.html>) précise que les membres du conseil, parties à un différent, devraient s'abstenir de voter. Cette anomalie a été relevée dans le cas présent par le Liechtenstein.

annonces de sanctions. Cependant, elles ne semblent pas avoir la même prise sur la Russie qu'en Rhodésie, résilience naturelle (géographique, géologique, industrielle...) différente oblige.

En conclusion de cette partie sur le blocus, ce qui est similaire est le poids des sanctions contre la Crimée elle-même. Cependant, leur contournement par les ressources russes, l'absence d'action de l'ONU, la faiblesse de l'impact (pour ce qui est actuellement visible, encore une fois il est trop tôt pour avoir une vision globale) des sanctions contre la Russie, et le fait que les sanctions arrivent a posteriori du conflit, font que, dans ce cas, les mêmes outils n'ont pas le même impact dans les deux conflits. Le blocus contre la Russie est, dans ce cas, probablement plus un affichage (dont la nécessité n'est pas l'objet ici) qu'un levier.

III. Les opérations « noires »

Les opérations de forces spéciales et les opérations clandestines seront traitées dans le même paragraphe car pour des raisons évidentes de disponibilité de sources, il est difficile de trouver des certitudes dans ce domaine. Egalement, visibles ou pas, attribuables ou pas aux Russes, la politique et la stratégie russes ou *maskirovka* consiste de toute façon à nier toute implication, même au-devant de preuves irréfutables. C'est ainsi que, devant les chaînes de télévision françaises, le président Poutine a clairement annoncé « il n'y a pas de forces armées russes, pas d'instructeurs en Ukraine, et il n'y en a jamais eu »⁴⁶, en comparant les « preuves » apportées à celles de la présence d'armes de destruction massive avancées par l'administration Bush pour l'invasion de l'Irak en 2003.

La plus flagrante opération de forces spéciales est les « petits hommes verts » que le gouvernement russe a nié⁴⁷ avoir employé en Ukraine, prétendant que c'étaient des miliciens qui auraient volé des équipements aux forces ukrainiennes ou se seraient équipés dans les surplus, au début de la crise. Avant d'une part la révélation d'un amiral russe sur le fait que ces hommes, au nombre de 500, étaient des membres des unités Spetsnaz⁴⁸, d'autre part le 17 décembre 2015 où c'est le président Poutine lui-même qui a admis la présence de « [Russes] en Ukraine pour certaines tâches, dont militaires » tout en ajoutant que ce n'étaient pas des troupes de l'armée russe « régulière », cette opération était parfaitement clandestine. Le rôle de ces forces était typique des missions de forces spéciales : encadrement des milices pro-russes, conseil technique pour l'emploi des armes, dont médiatisation et propagande, et action directe.

Sous la couverture initiale de ces « petits hommes verts », miliciens ukrainiens équipés d'armes volées à l'armée ukrainienne, ce sont donc bien des Spetsnaz russes qui se sont emparés des aéroports et ports de Crimée au début de la crise, mission qui tombe dans l'escarcelle des forces spéciales de tous les pays qui en disposent.

Enfin, le président Poutine a admis comme mentionné plus haut que des forces spéciales avaient été envoyées pour « protéger les populations locales et créer des conditions propices à un référendum », avant d'admettre enfin que ce sont bien des Spetsnaz russe qui

⁴⁶ Site du Business Insider, 4 avril 2016. <http://www.businessinsider.com/archives?IR=T>

⁴⁷ Malgré des indices flagrants, en particulier des nouveaux équipements non encore exportés par la Russie – treillis EMR, veste de combat 6Sh112, casque 6B7-1M, mitrailleuses PKP – et des équipements uniquement utilisés par les parachutistes de la Fédération russe : casque 6B26, veste de combat 6Sh92 ou les forces spéciales russes : treillis Gorka-3 et veste Smersh AK/VOG. *Suomen Sotilas* (équivalent finlandais d'Armées d'aujourd'hui) mars 2014.

⁴⁸ Site de Sputnik News, 13 mars 2015, <https://fr.sputniknews.com/archive/20150313/>.

ont arrêté l'armée ukrainienne durant la crise en Crimée⁴⁹. « Pour éviter un bain de sang [et] permettre au peuple d'exprimer leur volonté pour leur futur et celui de leurs enfants »⁵⁰.

IV. Les combattants étrangers

Semblable en ce point à la guerre en ex-Yougoslavie, le conflit en Ukraine attire d'une part des mercenaires, généralement employés plus comme gardes du corps que comme troupes constituées, d'autre part des idéalistes se revendiquant pour certains des défuntes brigades internationales !

Le côté séparatiste regroupe ainsi (d'une manière choquant la conception française de ce monde) des « néo-nazis » russes que des antifas⁵¹ espagnols, des musulmans tchéchènes et Serbes ultraorthodoxes. En face, le bataillon Azov dont il sera question plus loin, d'anciens nationalistes et des volontaires géorgiens et biélorusses qui disent avoir en commun la haine de l'expansionnisme russe.

S'il n'y a pas un grand intérêt à énumérer les formations étrangères, quelques-unes permettent cependant d'illustrer⁵² la diversité des origines et des motivations :

- Des volontaires français (estimés à une vingtaine⁵³), espagnols, allemands... des deux côtés ;
- Le bataillon Aliyah (israéliens d'origine russe), du côté séparatiste ;
- Le bataillon Matilan (israéliens) contre les Russes ;
- Des miliciens serbes se revendiquant chetniks (dont ils ont repris le drapeau) du côté séparatiste ;
- Volontaires russes du parti « unité nationale russe » (extrême droite) ;
- Volontaires d'Ossétie qui, partant du principe des « ennemis de mes ennemis sont mes amis » combattent le gouvernement ukrainien qui a soutenu la Géorgie contre l'Ossétie ;
- Le bataillon Vostok, des mercenaires⁵⁴ tchéchènes,
- Des Biélorusses qui se battent des deux côtés sous le même drapeau biélorusse ;
- Etc.

Le bataillon Azov, dépendant du Pravy Sektor (« secteur droit », mouvement politique nationaliste ukrainien, que Sputnik News avec sa verve habituelle appelle les SS contemporains), est emblématique des volontaires étrangers. Dans une interview⁵⁵, le Français Gaston Besson explique son engagement, il n'est pas surprenant d'y retrouver les termes de Jean-Michel Caffin parlant de son engagement en Rhodésie : « idéaliste », « situation humanitaire critique », « attiré de l'aventure »... Attiré de l'aventure qui d'ailleurs explique la curiosité de trouver des Français, du même milieu d'extrême droite des deux côtés du conflit. Encore une fois, il est illusoire de trouver une unique cause à un engagement. Le bataillon Azov compte dans ses rangs de nombreuses nationalités, Italiens, Suédois, tchéchène, géorgien, américain...

⁴⁹ Liga.net du 17 novembre 2014, rapportant l'interview du président Poutine avec la télévision allemande ARD. http://news.liga.net/video/politics/4086201-putin_ukrainskikh_voennykh_v_krymu_blokirovali_nashi_voennye.htm

⁵⁰ Idem.

⁵¹ Pendant d'extrême gauche des skinhead de l'extrême droite.

⁵² <http://www.ledroitiste.com/2014/08/ces-volontaires-etrangers-qui-partent.html>

⁵³ http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/un-francais-parti-combattre-les-pro-russes-en-ukraine-temoigne_1696231.html

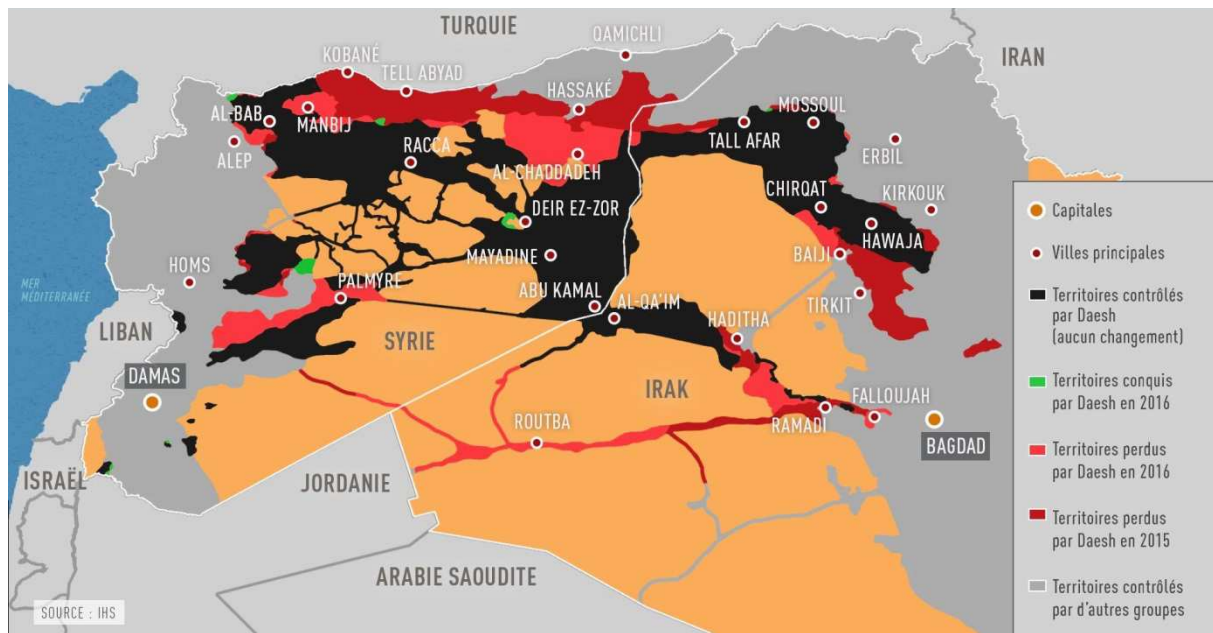
⁵⁴ Semble-t-il payés par la Russie, mais non recoupé.

⁵⁵ francetvinfo.fr, op. cit.

Les motivations des volontaires du côté séparatiste sont encore moins homogènes, une idée de la Grande Russie pouvant cependant servir d'idée maîtresse. D'autres motivations intéressantes, comme celle de Margarita Seidler⁵⁶ qui dénonce la décadence de l'Occident et voit dans la Russie un renouveau de ses valeurs, montrent que, dans ce conflit comme dans les autres étudiés et au-delà, les volontaires étrangers viennent souvent trouver dans les combats d'autres la sensation de faire quelque chose, le sentiment de se servir à quelque chose de plus grand qu'eux, que les démocraties occidentales n'arrivent plus à leur donner. Si la bande des volontaires en Ukraine ressemble beaucoup à celle du côté du gouvernement rhodésien 40 ans plus tôt, ce constat est également vérifié en étudiant les motivations des djihadistes dans le chapitre suivant.

⁵⁶ <https://terragermania.com/2016/01/31/margarita-seidler-kritisiert-fluechtlingspolitik-von-angela-merkel/>

III. Application de la grille de lecture à Daesh



Carte montrant l'évolution de la zone d'action de Daesh

<https://francais.rt.com/international/23692-daesh-a-perdu-plus-30-territoires-conquis-en-irak-syrie>

Héritier de Jama'at al-Tawhid wal-Jihad, fidèle à Al Qaeda, l'Etat islamique (ou Daesh, ou Califat, ou ISIS ou ISIL) est apparu dans les media occidentaux début 2014, lorsqu'il a réussi à chasser les forces armées irakiennes de plusieurs villes, capturer Mossoul et enfin le massacre de Sinjar, 5000 Yazidis tués, en aout 2014. En décembre 2015 il règne sur un territoire de 2,8 à 8 millions de personnes⁵⁷ sur l'ouest de l'Irak et la Syrie. Il est présent ou opérationnel dans 18 pays. Son idéologie est basée sur l'islam salafiste, le jihadisme salafiste et le wahhabisme. Son idéologie et son but sont décrits dans le livre de son chef Abu Bakr al-Baghdadi « la gestion de la barbarie », et peut se résumer à la volonté de créer un Etat islamique mondial, une nation musulmane vivant selon la sharia et s'imposant par la terreur.

Il est intéressant pour cette étude parce qu'il reprend une partie des codes de la rébellion mais les dépasse pour certains. L'origine de ses combattants, sa guerre sur tout le spectre, ses soutiens, la réaction internationale font qu'il est pertinent de le comparer au conflit rhodésien.

En tant que rébellion, l'Etat islamique a commencé mal équipé mais a su compenser et s'équiper des matériels modernes pris à l'ennemi (matériels américains pris à l'armée irakienne). Ce qui lui manquait en matériel a été compensé par la tactique et l'innovation.

Parce qu'il se revendique d'une religion et qu'elle lui donne l'idéal qui fait cruellement défaut dans l'Occident actuel, il attire la sympathie (ou l'intérêt) d'Etats mécènes, et séduit de jeunes idéalistes (ou sociopathes) qui viennent grossir ses rangs, un peu à la manière des groupes révolutionnaires communistes des années 60 à 80. S'établit un cercle vertueux entre l'écho croissant d'une propagande et l'attrait de son projet.

M. John Kirby, porte-parole du ministère américain des affaires étrangères, mettait en garde au cours d'une conférence⁵⁸ à l'école de guerre que le fait de ne pas les comprendre

⁵⁷Sarah Birke, *How ISIS rules*, <http://www.nybooks.com/articles/2015/02/05/how-isis-rules/>

⁵⁸ Paris, conférence grand témoin du 9 décembre 2016.

tend à les faire sous-estimer, et que cette incompréhension nait du paradoxe entre l'aspect médiéval qu'ils véhiculent en Occident et le fait qu'ils gagnent sur le terrain.

I. La diaspora

Il est facile de tomber dans la polémique en parlant de diaspora pour l'Etat islamique. Pour autant les soutiens de la nébuleuse ne se limitent pas à la levée d'impôts ou à l'enrôlement de force dans les forces du califat sur les territoires qu'il contrôle. Le soutien des oligarchies pétrolières de la région, le soutien passif sinon actif, moral sinon financier, d'une partie des musulmans⁵⁹ à travers le monde peut s'apparenter à une diaspora, voire doit être considéré comme une diaspora au moins dans la phase d'appréhension de la crise. 32% des musulmans américains veulent la sharia comme loi (63% en Europe), seuls 57% des musulmans à travers le monde désapprouvent Al Qaeda, 36% des musulmans aux Etats-Unis pensent que les attaques du 11 septembre 2001 étaient moralement justifiées (et 20% en Angleterre pour l'équivalent anglais, les attentats du 7 juillet 2005). La liste est longue.

Il est donc également juste de mentionner l'appui de la communauté chrétienne internationale aux Kurdes et chrétiens d'Orient. Cependant ces initiatives sont, pour autant que l'auteur a pu les observer, plus dans le soutien humanitaire que l'appui au conflit. Ce qui n'empêche pas que c'est effectivement un soutien de la diaspora.

En résumé, dans l'imaginaire collectif, la diaspora est liée à une nationalité. Si on l'étend à l'idée de nation, moins l'obligation de territoire, ce qui a été vu dans le cadre des conflits étudiés Rhodésie et Ukraine, et d'autres mentionnés (Centrafrique, Irlande du Nord, Israël, guerres mondiales...), on constate que les grands traits sont conservés : influence à distance sur le conflit par sa médiatisation (devrait-on dire sa « vente »), son financement, son équipement...

II. le blocus

Daesh étant sur la liste des mouvements terroristes, il ne peut évidemment pas bénéficier de l'acquisition de matériels de guerre auprès des plus grands vendeurs. Quand bien même, sa santé financière en pâtirait. Pour autant, il dispose de moyens modernes et fait montre au fur et à mesure des rapports d'une imagination et d'une innovation qui n'a pas grand-chose à envier aux Rhodésiens.

Une partie des matériels du Califat est d'origine américaine, volé à l'armée irakienne pendant la phase d'expansion de l'Etat islamique. Les prises de guerre sont une part importante des ressources dans ce type de conflit : le quotidien allemand *Sueddeutsche Zeitung* mentionne⁶⁰ le cas d'un Léopard 2 turc tombé aux mains de Daesh. Cet aspect aurait été comparable dans le cas de la Rhodésie si les ZAPU et ZANU avaient remporté des victoires initiales contre le gouvernement. En revanche, l'intensité aurait sans doute été moindre, le gouvernement lui-même n'utilisant – aux avions près – que peu de matériels modernes. La comparaison reste cependant valide dans le cas des armes légères d'infanterie et quelques armes d'appui (mitrailleuses, canons sans recul ou lance-roquettes), dont la récupération sur le champ de bataille est systématique quel que soit le conflit.

En revanche, l'aspect le plus similaire est dans le cas de l'innovation. L'emploi d'engins explosifs improvisés est la marque des conflits de contre insurrection : les cas en Irak depuis 2003 ou en Afghanistan depuis 2002, au Mali, en Lybie ou en Syrie sont nombreux. Il ne faut cependant pas croire que les engins explosifs improvisés sont une nouveauté. L'emploi

⁵⁹ [http://www.globalreligiousfutures.org/questions/browse?subtopics\[\]=Religious+Law&topic=10](http://www.globalreligiousfutures.org/questions/browse?subtopics[]=Religious+Law&topic=10).

⁶⁰ <http://www.sueddeutsche.de/politik/krieg-in-syrien-deutsche-leopard-panzer-in-den-haenden-der-is-miliz-1.3308426>

d'armes improvisées contre une armée moderne est aujourd'hui synonyme de guerre du XXI^{ème} siècle, mais leur emploi est sans doute aussi vieux que les guerres asymétriques, que ce soit terrorisme ou résistance. Quelques exemples sont les armes d'arts martiaux, développés par les Chinois contre l'envahisseur japonais, les attentats à la bombe pendant les *troubles* d'Irlande du Nord, les armes que les combattants ne peuvent avoir de manière industrielle sont improvisées en fonction des besoins⁶¹. La création d'une carabine anti-matériel de 12,7 à partir d'un canon de mitrailleuse anti-aérienne⁶² par une milice kurde est née du besoin de pouvoir arrêter une voiture suicide. Les engins explosifs improvisés d'Irak sont nés de la pénurie de mines anti-char et du besoin de détruire les Abrahams américains.

Il en ressort que, dans le cas de Daesh comme dans le conflit rhodésien, comme dans nos démocraties d'ailleurs, l'interdiction des armes n'empêche pas leur emploi. Soit parce qu'elles seront récupérées sur les belligérants (vol d'explosifs à Miramas la nuit du 5 au 6 juillet 2015 par exemple⁶³), soit parce qu'elles seront importées par d'autres voies (les AK47 qui polluent les quartiers nord de Marseille ou l'armement des *proxies* dans les conflits de la guerre froide, par exemple), soit parce qu'elles sont bricolées⁶⁴ tout simplement. La violence trouve toujours un chemin, l'embargo peut limiter les moyens, mais pas empêcher de se battre. Il n'en est pas moins nécessaire tant en affichage que pour des raisons pragmatiques.

III. les opérations noires

L'emploi des forces spéciales pour de l'action directe n'est avoué que du côté russe⁶⁵, avec, comme en théorie pour ces forces, et comme dans la guerre en Rhodésie, des opérations d'impact stratégique (*sniping* de chefs, reconnaissance et désignation de cibles à haute valeur comme des plots logistiques ou des véhicules pour l'aviation, renseignement) et non des opérations d'infanterie⁶⁶. Les forces spéciales occidentales se bornent – ou au moins c'est ce qui est dit dans la presse⁶⁷ – à des missions de formation et de mentorat des forces locales (un corollaire de la politique du « *no boots on the ground* ») et à certaines missions qu'on ne peut que difficilement déléguer, comme le guidage aérien. Cet aspect de la guerre est cependant comparable pour les deux côtés à l'emploi qui avait été fait en Afrique dans la période qui nous intéresse. Il faut noter que, quelle que soit leur valeur intrinsèque, les forces spéciales *mentorées* par les Occidentaux ne sont pas employées à un niveau stratégique, mais comme des troupes régulières (chars, infanterie...)⁶⁸ C'est en revanche sur les opérations pseudo que la guerre contre Daesh montre une similitude bien au-delà de l'emploi « conventionnel » des forces spéciales : d'une part parce que ce ne sont pas des forces spéciales qui ont conduit l'action qui suit, d'autre part parce que pour une fois ce genre de « barbouzerie » est en source ouverte.

Les opérations pseudo.

⁶¹ Un exemple parmi d'autres : <https://homemadeguns.wordpress.com/>

⁶² <http://www.thefirearmblog.com/blog/2016/10/28/anti-material-rifle-made-iraq/>

⁶³ <http://www.20minutes.fr/societe/1647131-20150707-video-enquete-ouverte-vol-explosifs-detonateurs-site-armee>

⁶⁴ www.homemadeguns.wordpress.com op. cit.

⁶⁵ Cf. l'annexe 2, sur l'emploi des Spetsnaz à Alep.

⁶⁶ Richard Marcinko (créateur de la SEAL Team 6), *Rogue Warrior*, Pocket books, 1993, 416 pp. : « utiliser des forces spéciales pour faire du combat d'infanterie est comme faire vacciner du bétail à des neurochirurgiens ».

⁶⁷ Figaro magazine des 23-24 décembre 2016 « Avec nos forces spéciales à Mossoul », Didier François.

⁶⁸ Entretien de l'auteur avec Melle Gwendoline Debono, reporter de guerre à Europe 1.

Les 8 et 9 novembre 2015, la chaîne TV5 Monde a été victime d'une cyberattaque⁶⁹ qui a entraîné l'arrêt des programmes et la publication de messages de soutien à Daesh sur les réseaux sociaux de la chaîne.

Initialement l'attaque a été naturellement attribuée à l'Etat islamique, d'autant que les auteurs se revendiquent « *Cyber Caliphate* », et se disent affiliés à Daesh. Cependant, le fait que ce dernier ne revendique pas l'attaque – ce qu'il fait d'ordinaire plutôt volontiers, par sa nature même de nébuleuse terroriste – a porté la communauté internationale à rechercher plus avant. C'est ainsi que des hackers russes ont été pointés comme origine de cette attaque⁷⁰ : la trop grande similitude de procédures, d'hébergement (adresses IP, serveur, bureau d'enregistrement), la coordination avec d'autres cyber attaques de journalistes par une équipe russe nommée APT28 (ou Tsar Team, Fancy Bear, Sednit ou encore Pawn Storm mais il s'agit bien de différents noms pour une même équipe), pointent du doigt cette même équipe de hackers russes. Elle serait connue par les experts comme étant soutenue par le gouvernement russe⁷¹, qui lui avait commandé notamment la compilation d'informations sur des organisations gouvernementales de sécurité en Europe, en particulier Europe de l'Est, et les Etats-Unis.

A ce titre, la Russie est connue pour créer ou abriter des « *troll farms* »⁷², sortes de « pépinières de talent » de créateurs de controverses. C'est un moyen comme un autre de créer de l'instabilité.

Pour résumer, un code compilé à 96% pendant des horaires correspondant aux heures de travail russes (du lundi au vendredi entre 8h et 18h sur le fuseau horaire de Moscou) et écrit initialement en langue russe avant d'être traduit automatiquement (ce qui se repère dans la structure des phrases et les idiomes), a peu de chance d'avoir été créé à Raqqa. Ou alors il s'agit d'une opération pseudo dans une opération pseudo, visant à faire croire que les Russes sont derrière une attaque informatique qu'ils tentent d'attribuer à Daesh. Cela reste peu probable...

La question du pourquoi est intéressante : il est vrai que les Russes sont bien engagés dans la lutte contre l'Etat islamique, et qu'une partie de leur narratif est de dire que les démocraties occidentales font moins que le minimum vital et, de plus, sont inefficaces⁷³. Frapper un pays influent comme la France, sur une cible sensible comme un media donne un écho de 7 janvier. Il suffisait pourtant d'attendre moins d'une semaine pour que le Bataclan ait un impact encore plus fort et engage la France davantage contre l'EI.

Enfin, pour conclure sur les opérations noires, même si pour les djihadistes de Daesh c'est une forme de guerre comme une autre, il faut parler de l'emploi de la terreur. Il n'apporterait rien de reprendre l'intégralité de la surenchère dans la terreur dont fait montre l'Etat islamique depuis ses débuts : le comment est dans la presse, le pourquoi dans « la gestion de la barbarie » d'Abu Bakr Naji (ou Abou Jihad al-Masri)⁷⁴. Ce qui est intéressant de

⁶⁹ Site du Figaro, 9 et 13 avril 2015 : <http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-09> et <http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-13>

⁷⁰ Site de l'Express, 9 juin 2015 http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/cyberattaque-tv5-monde-l-enquete-s-orient-ers-des-hackers-russes_1687950.html et site du Monde informatique, 10 juin 2015 <http://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-piratage-de-tv5-monde-la-piste-russe-se-precise-61430.html>.

⁷¹ <https://www.fireeye.com/content/dam/fireeye-www/global/en/current-threats/pdfs/rpt-apt28.pdf>, rapport sur ATP28, octobre 2014, 45 pages.

⁷² John Kirby, op. cit.

⁷³ Site de Sputnik News <https://fr.sputniknews.com/russie/201612231029311494-poutine-syrie-alep-liberation-militaires-russes/>, 23 décembre 2016.

⁷⁴ <https://azelin.files.wordpress.com/2010/08/abu-bakr-naji-the-management-of-savagery-the-most-critical-stage-through-which-the-umma-will-pass.pdf>, 268 pages.

comparer à l'étude de la guerre en Rhodésie est la réponse au terrorisme, et son efficacité. Les implications sur notre doctrine actuelle sont suffisamment intéressantes pour qu'il faille s'y attarder un peu plus longtemps.

La guerre en Rhodésie a vu l'emploi de terrorisme aussi violent que celui que nous voyons aujourd'hui : la destruction d'un avion de ligne civil et le mitraillage des survivants n'a rien à envier au mitraillage de civils dans une boîte de nuit. La réponse du gouvernement rhodésien au lendemain du massacre (3 septembre) fut l'opération Snoopy (20 septembre), des frappes combinées air-sol contre les bases ZANLA en Zambie dans la région de Chimoio (complexe de New Chimoio suite à des attaques similaires en 1977), pour détruire d'une part le complexe de camps de la guérilla, d'autre part les renforts Mozambicains (9 chars T-54 et 4 BTR-152). Une seconde opération, Gatling, a eu lieu le 19 octobre 1978 toujours en Zambie mais cette fois 16km au nord de sa capitale. L'objectif était les 4000 rebelles du camp d'entraînement « Freedom ».

Dans les deux cas les pertes rhodésiennes furent minimales, les rebelles tués (et instructeurs cubains⁷⁵) dépassant le millier.

Tout comme dans le cas de la guerre contre l'Etat islamiste, au lendemain des attaques contre le Bataclan à Paris (13 novembre), la France a envoyé ses avions puis son porte-avions (18 novembre) bombarder des positions de l'organisation terroriste. En 1978 comme en 2015, à une attaque aveugle visant des civils, la réponse a été des frappes ciblées contre un appareil purement militaire. En 1978 ça n'a pas empêché la Rhodésie de perdre la guerre, au lendemain d'un attentat similaire (destruction de l'avion de ligne civil Air Rhodesia 827). Ne préjugeons pas l'efficacité de la campagne contre le terrorisme aujourd'hui, mais n'ignorons pas non plus les limites de cette stratégie. Les « *effects-based operations* » (ou « *approach* »), où les frappes chirurgicales ont un effet stratégique qui fait plier l'adversaire, sont un concept doctrinal pour la planification, pas un « manuel d'emploi » contre un ennemi qui ne se contente pas de subir. Elles décrivent de manière très théorique une guerre gagnée sans bataille au sol, par la puissance et la précision des frappes. Elle a montré ses limites au Kosovo, en Irak, en Allemagne et en Angleterre, et somme-toute dans tous les bombardements stratégiques de l'Histoire (Hiroshima et Nagasaki pouvant faire figure d'exception, sans que cela ne soit si évident non plus). Doit-on, peut-on être si sûrs de l'efficacité de cette nouvelle mode qu'est le ciblage ? La question n'est pas uniquement rhétorique. De même, il y a lieu de s'interroger sur l'efficacité des bombardements au lendemain du massacre du Bataclan. Réponse médiatique d'un gouvernement ébranlé certainement. Coup porté à Daesh sans aucun doute. Coup dur contre Daesh ? Peut-être. Efficacité durable ? Dash décapité ? Pause opérationnelle de Daesh pour panser ses blessures ? Rien n'est moins sûr. Une fois le coup porté il faut exploiter, occuper le terrain, médiatique et physique. Le « tout forces spéciales et aviation » est à la mode, mais est insuffisant. Encore une fois, l'ennemi ne fait pas que subir...

IV. Les combattants étrangers

Trois types de combattants étrangers seront étudiés : deux du côté de Daesh, un du côté de la coalition. Les conseillers techniques et forces spéciales des pays partie prenante à la crise ont été étudiés dans le paragraphe sur les opérations spéciales.

Les émigrés sont le type de combattant étranger le plus semblable aux combattants étrangers traditionnels, mercenaires comme volontaires. Choissant de se battre par adhésion

⁷⁵ Paul L Moorcraft, Peter McLaughlin, *the Rhodesian War: A Military History*. Pen and Sword editions, 2008 . p155.

à l'idéal que propose le Califat, ou par un sens d'obligation morale d'adhérer à une version radicale de leur religion, plus souvent que non également parce qu'ils sont inadaptés à la vie occidentale et voient le djihad comme moyen de « devenir quelqu'un », autrement dit profiter de l'aura qu'a dans son milieu le statut d'ancien combattant du djihad⁷⁶. Ou pour l'attrait de l'aventure, la promesse d'une vie moins superficielle ou tout simplement parce qu'ils sont influençables et influencés par des prêches douteux d'imams douteux. Là encore, autant de motivations que de profils, d'où la difficulté pour les gouvernements à cibler un type particulier. De fait donc, l'héritage historique montre qu'il est illusoire d'empêcher de se battre des jeunes en âge de le faire et suffisamment motivés. Que ce soient des moyens physiques (fermeture des frontières, interdiction de sortie du territoire...) ou de contre-propagande (que fait de manière remarquable le bureau « influence militaire » du CPCO), les Etats se bornent à combattre les symptômes et non la racine du mal, au mieux les flux et non les réserves.

Fait à observer, les gouvernements réussissent de mieux en mieux à empêcher le départ de leurs ressortissants vers la Syrie ou l'Irak. Ils n'avaient cependant pas su prévoir le fait collatéral que, incapables de porter le djihad à l'extérieur, ces fanatiques se contentent de le faire « à la maison⁷⁷ », largement encouragés par Daesh qui leur fournit toute la littérature pour leur apprendre le « comment », et toute la motivation via ses prêches en direct ou sur internet, ou via son appareil de propagande (*Dabiq* pour Daesh, *Inspire* pour Al Qaeda, notamment). La notion de moindre mal et de cynisme dans le rôle des gouvernements théorisée par Nicolas Machiavel⁷⁸ est bien loin.

Cet « ennemi intérieur », appelé au début « loups solitaires » pour tenter consciemment ou non de minimiser leur allégeance à une cause unique et leur organisation, est la version du jihad qui fait le plus peur aux démocraties occidentales. Cette masse non négligeable de combattants est composée de djihadistes de retour des zones de conflit, d'idéalistes qui n'ont pas réussi à sortir de leur pays d'origine, de citoyens convaincus de faire avancer la cause de l'islam en se « battant » dans leur pays d'origine. Elle comporte également des combattants sciemment infiltrés en Europe par un Etat islamique qui sait profiter des flux de réfugiés⁷⁹ dans ce que le « politiquement correct » appelle pudiquement « crise des migrants ». Là encore, le « pourquoi » est intéressant : minimiser les responsabilités des gouvernements, ou prévenir une panique ?

Ces combattants profitent d'une part de la masse de savoir disponible sur internet tant pour le côté technique de leur mission (fabrication d'explosifs, acquisition d'armes, recrutement de spécialistes) que le renseignement (ciblage via les réseaux sociaux, notamment) ou la conduite des opérations (le débat sur les messageries cryptées en est un exemple, Telegram initialement, Signal plus récemment).

Il est également opportun de constater que dans ce conflit, si les étrangers combattant au côté du Califat sont fortement médiatisés, il en existe aussi du côté opposé. Leur motivation n'est généralement pas l'argent (les Kurdes ne sont pas assez riches pour s'offrir des mercenaires...) mais ils agissent plutôt par idéalisme. Il peut s'agir de s'opposer à la barbarie

⁷⁶ Entretien avec Mlle Gwendoline Debono, reporter de guerre à Europe 1.

⁷⁷ Alain Bauer, les mutations du terrorisme, conférence à l'IHEDN, 24 mai 2016, et <https://vimeo.com/167872766>.

⁷⁸ Nicolas Machiavel, *le Prince*, classiques de la philosophie, 192 pages.

⁷⁹ <https://francais.rt.com/international/23571-angela-merkel-admet-que-terroristes> ou <http://www.europe-israel.org/2015/06/immigration-des-terroristes-de-letat-islamique-sinfiltrer-en-europe-en-se-faisant-passer-pour-des-migrants-et-prets-a-perpetrer-des-attentats/>, entre autres.

« vu que les Etats n'en font pas assez⁸⁰ », c'est le cas par exemple des combattants Français de la brigade Lafayette (baptisée ainsi en mémoire de leur passage en Afghanistan avec la – vraie – brigade éponyme) selon le principe que « pour que le mal triomphe, suffit l'inaction des hommes de bien⁸¹ ». Il peut également s'agir d'une cohésion religieuse, l'engagement auprès des chrétiens d'Orient (généralement plus financier que physique, donc à la limite entre le paragraphe sur la diaspora et celui des combattants étrangers pour ce chapitre) étant sans doute le plus visible.

⁸⁰ <http://www.france24.com/fr/20151013-irak-soldats-militaires-francais-combattre-ei-jihadistes-kurdistan-peshmerga-terrorisme> pour ne citer qu'un exemple français.

⁸¹ Edmund Burke, homme politique et philosophe irlandais du XVIII^{ème} siècle.

Conclusion

Conflit éminemment romantique pour clore l'histoire d'un pays dans lequel tout, de la création à la fin, aura été idéalisme.

Conflit de David contre Goliath : un petit pays qui gagne militairement contre le monde entier, avant de se voir imposer une défaite politique.

Conflit lourd de conséquences puisqu'au nom de la libération d'une partie du peuple il débouchera sur une dictature.

Conflit-témoin ou conflit-jurisprudence puisque la Rhodésie est peut-être le seul pays, avec l'Afrique du Sud, qui a vu une démocratie vaincue par le terrorisme⁸², et par là un encouragement pour nos menaces actuelles : si un conflit est suffisamment médiatisé et correctement présenté à l'opinion internationale, il peut être gagné.

Conflit également révélateur de la versatilité – pour ne pas dire l'incohérence – de la communauté internationale, puisqu'en Rhodésie, seule la minorité blanche votait pour le destin de l'ensemble du pays, avant de se voir imposer par la communauté le suffrage universel, alors que la communauté internationale accepte de fait⁸³ le vote de la minorité russophone criméenne d'Ukraine pour son indépendance, voire dans le cas du Kosovo où la communauté internationale a imposé à l'ensemble du pays un destin voté par une partie de sa population.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer la myopie de la communauté internationale. C'est elle qui, comme en Afrique du Sud immédiatement après la Rhodésie, en Syrie et Irak aujourd'hui, est responsable de la situation actuelle. La guerre en Rhodésie a débouché sur la dictature de Robert Mugabe⁸⁴, l'Afrique du Sud a vu son taux de criminalité multiplié par pratiquement 47⁸⁵ depuis la fin de l'apartheid : peut-on parler de progrès ? Là encore, la question n'est pas que rhétorique dans un milieu complexe combinant pragmatisme et valeurs, idéalisme et moindre mal.

La grille d'analyse utilisée, diaspora, blocus, opérations noires, combattants étrangers, a montré les similitudes entre le passé et le présent. Il a montré une influence du politique primant de loin le rôle du militaire dans les conflits, en particulier quand il ne s'agit pas d'un conflit étatique : il ne s'agit plus d'obtenir par des moyens militaires une position de force pour une négociation, mais un écho international, puis de laisser la communauté internationale agir en faveur de celui qui aura le mieux su se vendre.

Comme en 1914 l'ignorance des enseignements de la guerre de Sécession aura été payée très cher⁸⁶, ne négligeons pas une histoire qui peut nous aider à comprendre nos engagements actuels. Ne gâchons pas les enseignements d'un conflit qui, bien que lointain, isolé et « politiquement incorrect », n'en présente pas moins la majorité des traits des menaces actuelles, et une partie sinon des solutions, au moins des pistes de réflexion pour la situation actuelle. Comme en Rhodésie, les armées font aujourd'hui leur travail, mais la solution n'est

⁸² Il suffit de se rappeler les vols Air Rhodesia 825 et 827.

⁸³ Ce n'est évidemment pas si simple, cf. le chapitre concerné. Mais le fait est que, mise devant le fait accompli, la communauté internationale ne condamne ni n'approuve de manière unanime.

⁸⁴ <http://www.opensourceinvestigations.com/dictatorship/zimbabwe-obscenity-dictatorship/> ou <http://www.history.com/topics/robert-mugabe>

⁸⁵ <http://www.nationmaster.com/country-info/profiles/South-Africa/Crime>

⁸⁶ Réf à demander au col Entraygues. L'emploi des armes modernes contre des tactiques anciennes, mitrailleuses contre vagues de fantassins, auraient dû laisser entrevoir ce qu'allaient être les combats de la Grande Guerre.

pas uniquement militaire. Ce n'est pas l'armée qui contrera la diaspora qui soutient Daesh. Ce n'est pas l'armée qui l'étranglera financièrement. Ce n'est pas l'armée qui contrera sa propagande. L'armée peut rassurer les populations et montrer aux candidats au jihad que ce n'est pas une bonne idée, mais elle ne viendra pas seule à bout d'une nébuleuse aux potentiels économique et humain illimité. Contre le terrorisme et la subversion, le champ de bataille n'est pas uniquement ni même majoritairement militaire, il est tout d'abord dans la tête des populations⁸⁷. Le levier ne doit-il pas dès lors être l'éducation plus que la contrainte ?

| | Caractéristiques | Diaspora | Blocus | Opérations noires | Combattants étrangers |
|----------------|---|--|--|--|---|
| Rhodésie | Idéalisme Seul contre tous | Globalement en faveur de la rébellion Poids du fait ethnique | Impact réel unilatéral Adaptation des moyens et des tactiques | Niveaux politique et stratégique | Idéalistes d'un côté, cohésion ethnique de l'autre |
| Crimée | <i>Maskirovka</i> Spectre complet | Rôle équilibré des deux côtés Utilisation comme outil par la Russie | Unilatéral, mais peu ou pas d'impact sur la Russie | Partie d'un narratif politique Fait accompli | Idéalistes des deux côtés |
| Etat islamique | Religion Nébuleuse sans territoire défini (au moins pour la zone des opérations) | Refus de nommer ou condamner l'ennemi Inaudible en Occident, pour les pays occupés par l'EI | Unilatéral, adaptation et pillage | Utilisation des forces spéciales occidentales en mentor, des FS locales en infanterie. | Attrait du projet d'un côté, lutter contre la barbarie de l'autre. Utilisation pour un impact hors des frontières. |

⁸⁷ La formule est du général Chavancy, l'idée vient de Hugues Esquerre, *Dans la tête des insurgés*, éditions du Rocher, 2013, 320 pages.

Annexe 1 : corpus

Image de couverture : <https://s-media-cache-ak0.pinimg.com/originals/f7/57/31>

Livres :

Georges Fischer *Le problème rhodésien (article) Annuaire français de droit international, année 1965* Volume 11 Numéro 1 pp. 41-69

Petter-Bowyer, P. J. H. *Winds of Destruction: the Autobiography of a Rhodesian Combat Pilot*. South Publishers. 2005, pp 284, 290 et 369

Lcl Ron Daly, *Selous Scouts, Top secret war* Galago Publishing, 1982, 432p.

Chris Cocks, *Fireforce: One Man's War in the Rhodesian Light Infantry*, 30 Degrees South Publishers, 1982, 320p.

Patrick Ollivier, *Commandos de brousse*, Grasset, 1985, 275p.

Paul Bonnacerrère, *Par le sang versé*, Tempus Perrin, 2007, 512p.

Nicolas Machiavel, *le Prince*, classiques de la philosophie, 192 pages.

Paul L Moorcraft, Peter McLaughlin, *the Rhodesian War: A Military History*. Pen and Sword editions, 2008 .

Hugues Esquerre, *Dans la tête des insurgés*, éditions du Rocher, 2013, 320 pages.

Frédéric Ortolland, *La guerre en Rhodésie*, <http://www.histoquiz-contemporain.com/Histoquiz/Lesdossiers/guerresoubliees/rhodesie/Dossiers.htm>

Bernard Lugan, *Osons dire la vérité à l'Afrique*, éditions du Rocher, 2015, 224 pages

Laurent Henninger, *Guerre et Histoire N°33, un Français engagé contre la guérilla en Rhodésie*, 7p.

Abu Bakr Naji, *the management of savagery*, 2004, <https://azelin.files.wordpress.com/2010/08/abu-bakr-naji-the-management-of-savagery-the-most-critical-stage-through-which-the-umma-will-pass.pdf>, 268 pages.

Rapports :

Séminaire de l'école de guerre de l'USMC *Rhodesia, tactical victory, strategic defeat (article) la guerre depuis 1945*, année 1983, 63 p. <http://www.rhodesia.nl/Rhodesia%20Tactical%20Victory.pdf>

<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/pub607.pdf>

<https://www.fireeye.com/content/dam/fireeye-www/global/en/current-threats/pdfs/rpt-apt28.pdf>.

Sites internet :

<http://www.lemonde.fr/kiosque-journal-le-monde/edition-du-28-9-2016/>

<http://www.un.org/fr/decolonization/declaration.shtml>

<http://www.lexpress.fr/archives/2014/03/11/>.

<https://www.youtube.com/watch?v=59WAZlezINc>

<http://www.europe1.fr/international/disparition-du-vol-mh370-505-jours-de-mystere-2500389>.

https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions_fr

<http://www.un.org/press/fr/2014/AG11493.doc.htm>

<http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-v/index.html>

<http://www.businessinsider.com/archives?IR=T>

http://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1965_num_11_1_1807

http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/232%281966%29&Lang=E&style=B
<http://www.bbc.co.uk/history/troubles> consulté le 1er février 2017
http://news.liga.net/video/politics/4086201-putin_ukrainskikh_voennykh_v_krymu_blokirovali_nashi_voennye.htm
<http://www.ledroitiste.com/2014/08/ces-volontaires-etranagers-qui-partent.html>
http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/un-francais-parti-combattre-les-pro-russes-en-ukraine-temoigne_1696231.html
<https://terragermania.com/2016/01/31/margarita-seidler-kritisiert-fluechtlingspolitik-von-angela-merkel/>
<http://www.nybooks.com/articles/2015/02/05/how-isis-rules/1>
[http://www.globalreligiousfutures.org/questions/browse?subtopics\[\]=Religious+Law&topic=10](http://www.globalreligiousfutures.org/questions/browse?subtopics[]=Religious+Law&topic=10)
<http://www.sueddeutsche.de/politik/krieg-in-syrien-deutsche-leopard-panzer-in-den-haenden-der-islamiz-1.3308426>
<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-09> et <http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2015-04-13>
<https://homemadeguns.wordpress.com/>
<http://www.thefirearmblog.com/blog/2016/10/28/anti-material-rifle-made-iraq/>
<http://www.20minutes.fr/societe/1647131-20150707-video-enquete-ouverte-vol-explosifs-detonateurs-site-armee>
http://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/cyberattaque-tv5-monde-l-enquete-s-oriente-vers-des-hackers-russes_1687950.html
<http://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-piratage-de-tv5-monde-la-piste-russe-se-precise-61430.html>
<https://fr.sputniknews.com/russie/201612231029311494-poutine-syrie-alep-liberation-militaires-russes/>
<https://francais.rt.com/international/23571-angela-merkel-admet-que-terroristes> ou <http://www.europe-israel.org/2015/06/immigration-des-terroristes-de-letat-islamique-sinfiltrer-en-europe-en-se-faisant-passer-pour-des-migrants-et-prets-a-perpetrer-des-attentats/>
<http://www.france24.com/fr/20151013-irak-soldats-militaires-francais-combattre-ei-jihadistes-kurdistan-peshmerga-terrorisme>
<http://www.opensourceinvestigations.com/dictatorship/zimbabwe-obscenity-dictatorship/>
<http://www.history.com/topics/robert-mugabe>
<http://www.nationmaster.com/country-info/profiles/South-Africa/Crime>

Conférences

Alain Bauer, les mutations du terrorisme, conférence à l'IHEDN, 24 mai 2016, et <https://vimeo.com/167872766>

John Kirby, conférence grand témoin du 9 décembre 2016, école militaire, Paris

Entretien de l'auteur avec

M^{lle} Gwendoline Debono, reporter à Europe 1.

M. le commandant O. Semytchenko, de l'infanterie ukrainienne.

M. le professeur Mahir Ibrahimov, ex-officier de l'Armée rouge, professeur au *United States Army Command and General Staff College* (école de guerre américaine de Fort Leavenworth)

Annexe 2 : Le rôle des Spetsnaz dans la libération d'Alep

Rapport du Centre de Recherche sur la Mondialisation

En libérant la route Castello à la mi-2016, l'armée arabe syrienne a permis l'isolement quasi total de 10 000 rebelles dans l'est d'Alep. Après cinq années de guerre civile, l'armée arabe syrienne a surpris par son niveau d'efficacité maximale prouvé par l'opération de libération de la partie est de la ville d'Alep. La base de cette efficacité se trouve dans une vaste action de désorganisation de la direction des groupes des mercenaires islamistes menée par les opérations des forces spéciales de l'armée russe, les Spetsnaz. Les Spetsnaz sont directement subordonnés au GRU, le service de renseignement militaire de la Fédération de Russie et disposent de 13000 combattants. 25% seulement des effectifs des Spetsnaz, c'est-à-dire un régiment (45 parachutistes), sept groupes de troupes terrestres (les groupes 2, 3, 10, 14, 16, 22 et 24) et quatre groupes de la Marine (420, 431, 442 et 561), sont autorisés à mener des actions clandestines, loin de la Russie.

Pour agir dans un environnement hostile nécessitant de l'intelligence, la force physique et mentale, la motivation, la capacité de travail en équipe et la prise de décision rapide, l'armée russe a sélectionné pour le contingent de la Syrie trois bataillons de Spetsnaz, autorisés à l'action clandestine qui connaissent parfaitement la langue arabe et les coutumes locales. Durant un an, un bataillon Spetsnaz s'est infiltré progressivement à Alep, dans les zones contrôlées par les rebelles islamistes. Le bataillon des Spetsnaz a été structuré en 30 équipes Alpha, formées de 10 soldats chacune dotées de matériel de communications ayant les dimensions d'une tablette qui permet la communication à voix basse et la transmission de vidéos et de données par satellite dans la bande X (de 7 à 11 2 GHz). Des terminaux similaires existent dans le système russe de collecte et de traitement de l'information C4I (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement et interopérabilité) que les Russes ont créé en Syrie. Les équipes de Spetsnaz disposent en plus d'appareils de vision nocturne, les exposants, de GPS, de balises, d'émetteurs de faisceaux laser et une multitude de capteurs avec lesquels ils surveillent, en continu, des individus ou des groupes de personnes.

Les activités de recherche par les informateurs (HUMINT) et par les moyens techniques (SIGINT IMINT, MASINT⁸⁸) de l'armée russe ont mené à la conclusion que des sponsors étrangers fournissent des informations (certaines obtenues par satellite ou des drones de reconnaissance) relatives aux faiblesses du dispositif de l'armée arabe syrienne et ses plans opérationnels, à destination de seulement 50 commandants de groupes islamistes à Alep. C'est également par l'intermédiaire de ces commandants que passent le paiement des soldes des mercenaires, la livraison d'armes, de munitions et les instructeurs militaires. C'est la raison pour laquelle les Russes ont décidé de leur élimination physique.

10% seulement des combattants islamistes dans l'est d'Alep sont Syriens, ce qui explique que la population d'Alep, non seulement refuse de collaborer avec eux, mais tentent de fournir, autant que possible, des informations à l'armée arabe syrienne. Cette réalité sur le terrain a facilité l'infiltration des Spetsnaz et leur présence devenue légendaire dans les quartiers Est d'Alep, où ils ont créé des abris, des points d'observation, et effectué le recrutement de groupes de soutien parmi les civils syriens. En quelques mois, chaque équipe a recueilli des informations sur l'emplacement des membres de la structure de direction, les habitudes et les faiblesses des dirigeants de groupe islamiste tenant les zones d'occupation. Sous prétexte de procurer de quoi manger, certains membres des équipes Alpha Spetsnaz se

⁸⁸ Signal Intelligence, Image Intelligence Measurement And Signature Intelligence

sont portés volontaires pour participer au creusement des abris et des tunnels destinés à stocker les armes et les munitions des djihadistes. Disposant d'énormes quantités d'euros et de dollars, les membres des équipes Alpha Spetsnaz ont ensuite soudoyé des combattants islamistes de bas niveau pour obtenir des permis de libre passage et la possibilité de travailler dans des ateliers pour la réparation ou l'entretien de véhicules, de blindés ou de matériel de communication. Les djihadistes ont déclaré qu'ils possédaient des camionnettes Toyota Tacoma modernes fabriqués à San Antonio (Texas), dont le moteur de 3,5 litres de 278 chevaux est assisté par un microprocesseur.

Au final, pour de l'argent, de nombreux rebelles sont devenus des informateurs pour les membres des équipes Alpha Spetsnaz. Dans chaque équipe Alpha, il y avait deux spécialistes de réparation et de gestion pour tous les matériels autos et blindés, et trois spécialistes de l'exploitation, la programmation et la réparation de matériels de communication (y compris le déploiement de dispositifs de repérage par satellite et qui permettent d'émettre). L'équipe comporte également trois tireurs d'élite qui sont chargés de guider les attaques de l'aviation par le biais de commandes vocales ou en plaçant des balises ou grâce à des faisceaux laser pointant sur l'objectif visé. Deux autres membres de l'équipe font partie du génie, spécialisés dans la fabrication de système de camouflage intégral, d'explosifs artisanaux et dans le déminage. Tous les membres d'une équipe alpha sont spécialisés dans l'utilisation de tous les types d'armes et sont formés à la manière d'apporter les premiers soins.

Ceci explique le fait que quelques jours avant le début de l'opération de libération de la zone Est d'Alep menée par l'armée arabe syrienne, on a vu apparaître sur les comptes des réseaux sociaux de la soi-disant opposition syrienne des info sur la liquidation de plus de 10 commandants parmi les plus hauts placés des groupes islamistes, tous abattus avec des fusils de sniper de gros calibre, par des tireurs d'élite Spetsnaz postés à une grande distance de leurs cibles.

Huit autres commandants rebelles ont été tués par l'aviation russe pendant qu'ils parlaient sur les téléphones cellulaires ou par satellite. Les téléphones avaient été « travaillés » au préalable par les équipes Alpha des Spetsnaz de telle sorte que les missiles « intelligents » soient guidés par le signal qu'ils émettent. 12 autres commandants islamistes ont été éliminés par des frappes aériennes sur les voitures ou les blindés dans lesquels ils se déplaçaient dans Alep. Les équipes Alpha des Spetsnaz avaient monté sur ces véhicules des dispositifs miniatures de marquage localisables par satellite. Dans le même temps, des missiles de croisière ou des bombes lancées par l'aviation russe, se fiant aux coordonnées GPS reçues des équipes Alpha des Spetsnaz, pour pulvériser les bâtiments ou les bunkers d'Alep-Est au moment exact où s'y tenaient les réunions de commandements de chefs islamistes.

La veille de l'offensive de l'armée arabe syrienne, des avions russes ont effectué 24 raids et ont bombardé les abris et les tunnels souterrains, laissant les rebelles sans munitions. Les bombes de l'aviation russe ont été guidées par des balises de marquage mises en place par les équipes Alpha. Les activités de ces équipes ont continué pendant l'offensive de l'armée arabe syrienne, transmettant par satellite des informations et des images sur les dispositifs de défense adoptés par les groupes islamistes à Alep, et localisant avec précision les zones de concentration, les moyens de feu. Cela a permis aux avions russes de neutraliser les blindés et l'artillerie des islamistes et syrienne. Ils ont permis à l'armée arabe syrienne de découvrir des couloirs d'infiltration et de les utiliser pour contourner et envelopper leurs points d'appui, réussissant à fragmenter les dispositifs de défense et à détruire chacun d'eux.

Conclusions.

- Nous assistons à la transformation militaire des forces spéciales des grandes puissances mondiales, de simples combattants de type Rambo pour devenir des professionnels de haute technologie.
- La Russie a démontré qu'elle disposait de forces spéciales, et dont le professionnalisme peut changer le sort de la guerre.
- Les islamistes en Syrie peuvent être faciles à battre quand ils sont isolés, sans possibilité de recevoir des renforts, de l'argent, des armes et des informations de leurs sponsors externes.
- Après cette première tentative réussie, les Russes peuvent infiltrer les équipes Alpha des Spetsnaz en territoire détenu par l'État islamique. Ce qu'ils n'avaient fait jusqu'à présent. Les actions des Spetsnaz ont influencé de manière décisive l'opération de libération menée par l'armée arabe syrienne contre le groupe Etat islamique.